

N° 7-15

BULLETIN D'INFORMATION ET RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



DE LA PREFECTURE DE LA MARNE

du 26 juillet 2022

AVIS ET PUBLICATION :

- SERVICES DECONCENTRES:
 - D.D.T.
 - D.S.D.E.N.

- DIVERS :
 - D.D.F.I.P de la Somme

Ce recueil est consultable à la préfecture de la Marne, 1, rue de Jessaint 51000 Châlons-en-Champagne et dans les trois sous-préfectures (Reims, Epernay et Vitry-le-François), ainsi que sur le site internet de la préfecture www.marne.gouv.fr (rubrique - Publications).

SOMMAIRE

SERVICES DECONCENTRES

Direction Départementale des Territoires

p 4

- arrêté n°52-2022-LE du **20 juillet 2022** approuvant le cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'Etat
- arrêté du **22 juillet 2022** portant autorisation de l'instruction de la procédure d'autorisation préalable du changement d'usage de locaux destinés à l'habitation à Cauroy lès Hermonville
- arrêté du **22 juillet 2022** portant autorisation de l'instruction de la procédure d'autorisation préalable du changement d'usage de locaux destinés à l'habitation à Rilly la Montagne
- arrêté du **22 juillet 2022** portant autorisation de l'instruction de la procédure d'autorisation préalable du changement d'usage de locaux destinés à l'habitation à Villers Marmery
- décision n°001-2022 du **25 juillet 2022** d'approbation de la charte d'engagement des utilisateurs de produits phytopharmaceutiques (usages agricoles)
- charte annexée

Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDSEN)

p 63

- arrêté du **13 juillet 2022** portant attribution de la médaille de la jeunesse, des sports et de la vie associative

DIVERS

Direction Départementale des Finances Publiques de la Somme

p 67

- arrêté du **18 juillet 2022** portant délégation de signature en matière d'administration provisoire de successions non réclamées, de curatelle des successions vacantes, et de gestion et liquidation des successions en déshérence

Services déconcentrés

Services déconcentrés

DDT



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Châlons-en-Champagne, le 20 JUN. 2022

N° 51 -2022- LE

Arrêté préfectoral approuvant le cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'État dans le département de la Marne du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.435-1 à L.435-3, L.436-4, L.436-10 et R.212-22, R.435-2 à R.435-32, D. 435-33, R.436-24, R.436-25 et R.436-69 ;

Vu le Code des transports et notamment les articles R. 4241-68 à R. 4241-70 ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2021 portant approbation du modèle de cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'État dans les eaux mentionnées à l'article L.435-1 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04 avril 2022 portant délégation de signature à Madame Catherine ROGY, Directrice départementale des territoires de la Marne, en matière d'administration générale et de commande publique ;

Vu les remarques de la commission technique départementale de la pêche dans la Marne en date du 05 mai 2022 ;

Vu l'avis de la commission de bassin de la pêche professionnelle en eau douce du bassin Seine-Normandie en date 25 mai 2022 ;

Vu la consultation du public sur le site des services de l'État dans la Marne qui s'est déroulé pendant 21 jours du 02 juin au 23 juin 2022 ;

Vu l'absence d'observation suite à la consultation du public.

Considérant que les baux de pêches doivent être renouvelés pour la période 2023-2027.

Sur proposition de Madame la Directrice départementale des territoires.

ARRETE

Article 1 : Approbation

Le cahier des charges fixant, pour le département de la Marne, les clauses et conditions d'exploitation du droit de pêche de l'État dans les eaux mentionnées à l'article L 435.1 du Code de l'environnement et annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2 : Durée

Le présent cahier des charges est valable pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027 ainsi que pour les périodes complémentaires qui peuvent, le cas échéant, être fixées en application des dispositions des articles R.435.8 et R.435-9 du Code de l'environnement.

Article 3 : Exécution - Diffusion

La Directrice départementale des territoires de la Marne, le Directeur départemental des finances publiques de la Marne, les chefs des Unités territoriales d'itinéraire canaux Picardie Champagne Ardenne, Seine-Amont, canal de la Marne au Rhin Ouest et Marne, le Directeur départemental des territoires de la Haute-Marne, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, le chef du service départemental de l'Office Français de la biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la Fédération de la Marne pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Pour le Préfet, et par délégation,
La Directrice Départementale des Territoires,


Catherine ROGY



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CHARGES

POUR L'EXPLOITATION DU DROIT DE PÊCHE DE L'ÉTAT

DANS LES EAUX MENTIONNÉES A L'ARTICLE L 435-1

DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

TITRE I

Cluses et conditions générales du cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'État

TITRE II

Cluses et conditions particulières du cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'État



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CHARGES

POUR L'EXPLOITATION DU DROIT DE PÊCHE DE L'ÉTAT

DANS LES EAUX MENTIONNÉES A L'ARTICLE L 435-1

DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

TITRE I

CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre Ier - Dispositions générales

Article 1er - Objet du cahier des charges

Le présent cahier des charges détermine les clauses et les conditions générales de la location du droit de pêche de l'État dans les eaux mentionnées à l'article L. 435-1 du Code de l'environnement. Ces eaux sont divisées en lots. Dans chaque lot, le droit de pêche exercé par les pêcheurs de loisir aux lignes, par les pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public et par les pêcheurs professionnels en eau douce fait l'objet d'exploitations distinctes.

Cette location a lieu conformément :

- à l'article 2298 du Code civil ;
- à l'article A.12 du Code du domaine de l'État ;
- aux articles L. 435-1 à L. 435-3, L. 436-4, L. 436-10, R. 212-22, R. 435-2 à R. 435-33, R. 436-24, R. 436-25 et R. 436-69 du Code de l'environnement ;
- aux articles L. 2122-1, L. 2125-1, L. 2131-2, L. 2132-5 à L. 2132-11, L. 2321-1, L. 2323-4 à L. 2323-6, L. 2331-1 et L. 3113-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;
- au Code des transports, notamment ses articles L. 4311-1, R. 4313-14, R. 4313-17, D. 4314-1, D. 4314-3 et R. 4316-13 relatifs à Voies navigables de France.

Le document de référence pour la définition des termes techniques mentionnés par le présent cahier des charges et notamment la définition des engins et des filets, est le Guide des engins de pêche fluviale et lacustre en France métropolitaine, publié en 2003 par le Conseil supérieur de la pêche.

Article 2 - Durée des locations et des licences ; Transfert de propriété du domaine public fluvial au profit d'une collectivité territoriale

Les locations sont consenties pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2023. Les baux conclus après cette date prendront fin le 31 décembre 2027. Les licences de pêche professionnelle sont attribuées pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2022. Les licences de pêche professionnelle délivrées après cette date prendront fin le 31 décembre 2027. Les licences de pêche amateurs sont annuelles.

Conformément à l'article L. 3113-1 du Code de la propriété des personnes publiques, en cas de transfert de propriété du domaine public fluvial au profit d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales, la collectivité ou le groupement bénéficiaire du transfert succédera à l'État dans l'ensemble des droits et obligations énumérés au présent cahier des charges.

Article 3 - Clauses et conditions particulières

Conformément à l'article R. 435-16 du Code de l'environnement, la liste des lots, leurs limites, leurs longueurs ainsi que les réserves instaurées à sa date d'établissement sont indiquées dans le chapitre des clauses et conditions particulières d'exploitation du présent cahier des charges, fixées par le préfet après avis de la commission technique départementale de la pêche, conformément à l'article R. 435-14 du Code de l'environnement, et, en ce qui concerne la pêche professionnelle, de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce, conformément à l'article R. 435-15 du Code de l'environnement.

Ce chapitre détermine en outre :

1. Les lots où l'exercice de la pêche est jugé nécessaire à une gestion rationnelle des ressources piscicoles ;
2. Pour les lots mentionnés au 1° ci-dessus, le mode d'exploitation retenu, par voie de location ou de licences et le nombre maximum de licences de chaque catégorie et de chaque type ;
3. Les restrictions éventuelles apportées à la nature, au nombre et aux dimensions des engins et des filets ;
4. La localisation des secteurs où l'emploi des engins et des filets est interdit ;
5. Pour les lots mentionnés à l'article R. 435-6 du Code de l'environnement, le nombre maximum de licences autorisant la pêche pouvant être attribuées ;
6. Pour l'ensemble des lots, le prix de base des loyers de la pêche aux lignes et, s'il y a lieu, de la pêche aux engins et aux filets, ainsi que du prix des licences, amateurs et professionnelles.

Ce chapitre indique le nombre maximum de compagnons prévus aux articles 26 et 34 du présent cahier des charges.

Ce chapitre précise les lots où la pêche de nuit de la carpe peut être autorisée et dans quelles conditions.

Chapitre II - Droits et obligations des locataires et des titulaires de licences de pêche aux engins et aux filets

Section 1 - Dispositions générales

Article 4 - Réduction de prix, Indemnisation

Le rendement de la pêche n'est pas garanti.

Les locataires du droit de pêche et les titulaires de licences s'engagent à renoncer à toute réduction de prix ou indemnisation par l'État en raison des troubles de jouissance dans l'exercice du droit de pêche provenant soit de mesures prises dans l'intérêt du domaine public fluvial ou pour la gestion des eaux concernées, soit du fait d'autres utilisateurs :

1. Pour les modifications apportées à la police de la pêche, sous réserve des dispositions des deux derniers alinéas du présent article ;
2. Pour la réalisation de travaux ou de manœuvres ainsi que pour la mise en œuvre des mesures administratives nécessaires, soit pour les besoins de la navigation, soit pour l'entretien des voies et plans d'eau et de leurs accessoires, soit pour l'écoulement ou le régime des eaux, soit pour la circulation ou la protection du poisson, soit dans l'intérêt de la sécurité publique (notamment établissement et modification d'échelles à poissons, chômages, vidanges, abaissements d'eau, exhaussement de retenues autorisées, submersions accidentelles ou provoquées par la réparation ou la construction d'ouvrages, par le sauvetage de personnes, de bateaux ou de marchandises) ;
3. Pour la délivrance de concession ou d'autorisation d'occupation de toute nature du domaine public fluvial ;
4. Pour les phénomènes naturels affectant soit le niveau des eaux, soit la structure du lit ou du fond et des berges de la voie d'eau ou du plan d'eau, soit les peuplements halieutiques (notamment pour les atterrissements qui viendraient à se former dans les cours d'eau, réservoirs et dépendances et pour les dépeuplements provoqués par maladie, pullulation d'animaux susceptibles de causer des déséquilibres biologiques) ;
5. Pour les prélèvements opérés par les services compétents ou pour leur compte lors des pêches exceptionnelles autorisées en application de l'article L. 436-9 en vue de la surveillance de l'état des eaux prévue par l'article R. 212-22 du Code de l'environnement, de la destruction des espèces susceptibles de causer des déséquilibres biologiques énumérées à l'article R. 432-5 du même Code ou du sauvetage du poisson.

Si des changements sont apportés aux réserves de pêche en cours de bail, le locataire du droit de pêche subit au prorata du temps une augmentation ou bénéficie d'une diminution de loyer directement proportionnelle à la variation de longueur de la partie exploitable du lot, à condition toutefois que la variation soit au moins égale à 10 % de cette longueur.

En cas d'interdiction totale ou partielle de la pêche en vue de la consommation et de la commercialisation, en raison de la contamination du poisson par des substances dangereuses (polychlorobiphényles, mercure, cyanobactéries etc.), ou d'impossibilité de pêcher en raison de l'état d'urgence sanitaire, ou de leurs conséquences, les locataires des droits de pêche et les titulaires de licences peuvent bénéficier d'une réduction du prix des locations et des licences au prorata temporis de la période d'interdiction. Ces décisions s'appliquent tant aux produits recouverts par les comptables publics pour les biens gérés par les services déconcentrés qu'à ceux reversés par les services de la direction de l'Immobilier de l'État dans la comptabilité de Voies navigables de France. La réduction et son montant sont décidés par le directeur régional des finances publiques ou le directeur départemental des finances publiques sur proposition du service gestionnaire de la pêche.

Article 5 - Résiliation du bail et retrait de la licence par le préfet

Conformément aux articles R. 435-7 et R. 435-13 du Code de l'environnement :

- I. La résiliation du bail ou le retrait de la licence peut être prononcé par le préfet, après avis du directeur régional des finances publiques ou le directeur départemental des finances publiques :

1. Si le détenteur du droit de pêche ou les autres personnes habilitées à pêcher ne remplissent plus les conditions requises ou ne se conforment pas à leurs obligations, techniques ou financières, malgré une mise en demeure adressée au détenteur du droit de pêche ;
 2. Si la voie ou le plan d'eau concerné est déclassé du domaine public ou vient à être inclus en tout ou partie dans un lac de retenue ;
 3. Si le locataire en fait la demande en application de l'article R. 435-12, repris à l'article 14 du présent cahier des charges ;
 4. Si le détenteur d'une licence de pêcheur amateur aux engins et aux filets ne respecte pas les conditions prévues au troisième alinéa de l'article R. 435-7 du Code de l'environnement concernant la pêche accompagnée.
- II. La résiliation ou le retrait est exclusif de toute indemnité. Toutefois, dans les cas mentionnés aux 2° et 3° du I, il est accordé, sur le prix payé d'avance, une réduction proportionnelle à la durée de jouissance dont le détenteur du droit de pêche a été privé.
- III. La résiliation ou le retrait est acquis de plein droit à l'État sans aucune formalité autre que sa notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
- IV. Lorsque le bail consenti pour un lot a été résilié, le droit de pêche peut faire l'objet d'une nouvelle procédure de location ou d'attribution de licences de pêche pour la durée restant à courir jusqu'au prochain renouvellement général, dans les conditions prévues aux articles R. 435-18 à R. 435-20 du Code de l'environnement.
- V. Lorsqu'une licence de pêche aux engins et aux filets attribuée pour un lot a été retirée, une nouvelle licence peut également être attribuée dans les conditions prévues aux articles R. 435-4 à R. 435-8 du même Code.

Article 6 - Non mise en cause de l'État en cas de contestation de tiers

En cas de contestation avec des tiers sur l'exercice des droits que le bail ou la licence confère à ses bénéficiaires, l'État ne peut jamais être mis en cause ni être appelé en garantie, sous quelque prétexte que ce soit.

Article 7 - Accès ; Usage des servitudes

Le préfet veille au respect des servitudes prévues à l'article L. 2131-2 du Code général de la propriété des personnes publiques et, lors de la réalisation d'aménagement de ces servitudes, tel que des pistes cyclables, à ce que l'usage des servitudes par les pêcheurs et notamment, l'accès aux sites de pêche et aux points d'embarquement et de débarquement, soit maintenu.

Le pêcheur use de ses droits de manière à n'entraver ni la navigation, ni le passage sur les chemins de halage et les francs-bords. Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour ne gêner en rien les manœuvres aux écluses, barrages, pertuis et autres ouvrages d'art ; il est tenu à cet égard de se conformer aux ordres des agents de la navigation. Il est responsable de tous retards, avaries et dommages qu'il fait éprouver soit à la traction mécanique ou électrique, soit aux bateaux, soit aux voitures et bestiaux des exploitants des propriétés riveraines, des habitants en faveur desquels cette faculté de circulation a été réservée et des amodiataires des produits de francs-bords.

Article 8 - Responsabilité en cas de dégradation

En cas de dégradations causées aux terrassements ou ouvrages d'art de toute nature par une personne exerçant la pêche, la réparation, avec dommages-intérêts, s'il y a lieu, en sera poursuivie conformément aux lois et règlements applicables en matière de contraventions de grande voirie.

Article 9 - Interdiction de conserver du poisson à bord

Pendant les temps d'interdiction, les pêcheurs ne doivent pas conserver dans leurs embarcations, bannetons, huches et autres réservoirs ou boutiques à poissons placés sur le domaine public, des poissons des espèces dont la pêche est interdite, même dans le cas où ils pourraient produire des certificats d'origine.

Il est accordé un délai de huit jours à compter du début du temps d'interdiction, à l'expiration duquel les embarcations, bannetons, huches et autres réservoirs ou boutiques à poissons doivent être vides de tout poisson dont la pêche est interdite.

Article 10 – Repeuplements

Les repeuplements doivent être réalisés conformément au schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), au plan de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) et, quand il existe au plan départemental de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles (PDPG). Lorsqu'un locataire ou un titulaire de licence souhaite procéder à des opérations de repeuplement, il est tenu d'en faire une déclaration préalable au préfet (service gestionnaire de la pêche) en mentionnant la date, le lieu et les caractéristiques du repeuplement (espèces, quantités, origine). Le préfet se réserve le droit d'interdire toute opération qu'il juge inopportune.

Article 11. - Pêches exceptionnelles

Les locataires des lots de pêche aux engins et aux filets et les titulaires de licences de pêche professionnelle qui exercent la pêche dans les cours d'eau classés comme cours d'eau à saumon ou à truite de mer peuvent être tenus, à la demande de l'administration, de lui fournir des géniteurs de saumon atlantique ou de truite de mer. Les poissons fournis seront payés au prix pratiqué à l'époque de leur capture. Ils ne seront pas comptés dans les quotas de captures autorisées.

Section 2 - Dispositions applicables aux locataires (associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, associations départementales agréées de pêcheurs amateurs aux engins et filets, fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique et pêcheurs professionnels)

Article 12 - Locations séparées des modes de pêche, droit de chasse

L'État se réserve la faculté, sans que le locataire puisse élever de réclamation :

- d'une part, de louer séparément chacun des modes de pêche (lignes, engins et filets), de délivrer des licences de pêche aux engins et aux filets dans les lots loués ou d'y délivrer des licences de pêche dans les conditions prévues par l'article R.435-6 du Code de l'environnement ;
- d'autre part, d'exploiter, de faire exploiter ou de mettre en réserve à son gré, la chasse au gibier d'eau.

La location du lot ne fait pas obstacle à l'exercice de la pêche tel qu'il est prévu à l'article L. 436-4 du Code de l'environnement.

Article 13 - Respect de la législation et de la réglementation de la pêche en eau douce

La location est soumise à toutes les conditions prévues pour l'exercice de la pêche en eau douce par la législation et la réglementation en vigueur.

Article 14 - Demande de résiliation du bail par le locataire

En application de l'article R. 435-12 du Code de l'environnement, le locataire d'un droit de pêche peut demander la résiliation de son bail si, en raison de leur nature ou de leur durée exceptionnelle, les opérations ou circonstances mentionnées aux 2° à 4° du I de l'article R. 435-11 et qui sont reprises à l'article 4 du présent cahier des charges, sont de nature à modifier substantiellement les conditions d'exercice de ses droits.

La demande de résiliation n'est valable qu'à la condition d'être formulée par lettre recommandée un mois au plus tard après la date des événements qui motivent la demande.

Si elle est accordée, la résiliation prend effet du jour de la demande.

Article 15 - Cession de bail

Le locataire ne peut céder son bail qu'en vertu d'une autorisation écrite du préfet (service gestionnaire de la pêche), après avis du directeur régional des finances publiques ou du directeur départemental des finances

publiques et, pour les pêcheurs professionnels, après avis de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce prévue à l'article R. 435-15 du Code de l'environnement.

La cession est constatée par un acte devant l'autorité administrative qui a procédé à l'adjudication ou reçu l'acte de location. Le locataire cédant reste solidairement obligé avec le locataire cessionnaire à l'exécution de toutes les conditions financières du bail. Toutefois, seul le locataire cessionnaire peut, le cas échéant, prétendre ultérieurement au droit au renouvellement prévu à l'article R. 435-21 du Code de l'environnement.

Article 16 - Panneaux Indicateurs

La fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique est tenue de placer, de procéder à l'entretien ou éventuellement de remplacer des panneaux indicateurs aux endroits précisés ci-après qui lui seront indiqués par le préfet (service gestionnaire de la pêche) :

1. A la limite aval du lot : les panneaux porteront dans ce cas les références respectives des lots contigus ;
2. A chaque extrémité des réserves et zones d'interdictions permanentes comprises dans le lot ou situées à une extrémité du lot, et sur chacun des ponts publics situés dans ces réserves : les panneaux porteront dans ce cas la mention : « Réserve. - Défense de pêcher ».

Les panneaux seront conformes à un modèle établi par la Fédération nationale de la pêche et de la protection du milieu aquatique.

Article 17 - Destruction des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques

En vue de la destruction des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, l'administration se réserve le droit de capturer les poissons de ces espèces, Elle peut en outre autoriser les différentes catégories de pêcheurs à procéder à ces captures, les protocoles étant établis avec les services gestionnaires.

Article 18 - Veille environnementale

Les locataires et les titulaires de licences contribuent à la veille environnementale sur leurs lots, notamment en signalant aux services chargés de la police de l'eau et de la pêche tout événement portant atteinte à la qualité de l'eau et du milieu aquatique.

Article 19 – Contestations

Conformément à l'article L. 435-3 du Code de l'environnement, les contestations entre l'administration et les locataires relatives à l'interprétation et à l'exécution des conditions des locations et toutes celles qui s'élèvent entre l'administration ou ses cocontractants et des tiers intéressés à raison de leurs droits ou de leurs propriétés, sont portées devant le tribunal de grande instance.

Article 20 – Pénalités

Le non-respect des conditions de la location donne lieu, indépendamment de la résiliation prévue par l'article 14, au paiement d'une somme qui est fixée par le préfet entre 15 euros et 305 euros à titre de clause pénale, indépendamment des frais de timbre et d'enregistrement du procès-verbal de constatation et sans préjudice des actions civiles ou pénales qui pourront être intentées devant les tribunaux compétents.

Paragraphe 1 - Dispositions propres aux locataires du droit de pêche aux lignes et à leurs membres

Article 21 - Accords de jouissance

Des accords de jouissance réciproque peuvent être conclus par les associations agréées ou par la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, lorsque cette dernière est locataire du droit de pêche aux lignes en application du 2ème alinéa de l'article R. 435-3 du Code de l'environnement. Avant toute exécution, ces accords devront être notifiés au préfet et au président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique.

Article 22 - Responsabilité civile du locataire

Le locataire demeure civilement responsable du non-respect des conditions du présent cahier des charges ou des infractions à la police de la pêche en eau douce qui pourraient être commises par ses agents, ses membres ou les membres des associations avec lesquelles elle a conclu des accords de jouissance réciproque, sauf le cas où des délits sont constatés par ses gardes-pêches particuliers et signalés dans un délai de cinq jours au préfet.

Article 23 - Autorisation de stationnement et d'amarrage

Les propriétaires des embarcations dont les pêcheurs de loisir aux lignes peuvent faire l'usage doivent se pourvoir, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du Code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du Code du domaine de l'État, moyennant le cas échéant le paiement de la redevance prévue à l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Article 24 – Exclusions

Tout pêcheur qui se livre à la pêche au moyen de lignes ou d'engins autres que ceux autorisés ou qui a contrevenu aux clauses et conditions générales et particulières du présent cahier des charges peut, sans préjudice des poursuites encourues par lui, être privé pendant une année de la faculté de participer à la jouissance ou à l'exploitation des droits conférés à l'association ou la fédération locataire.

Est privé de la même faculté, mais pendant toute la durée du bail restant à courir, tout pêcheur qui, dans l'espace de deux années, a été l'objet d'une condamnation pour infraction aux lois et règlements sur la pêche en eau douce.

Ces exclusions sont prononcées par le préfet, même en l'absence de tout jugement.

Elles sont notifiées à l'intéressé et au président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique.

Paragraphe 2 - Dispositions propres aux pêcheurs professionnels locaux

Article 25 – Co-fermier

Le locataire doit exercer lui-même les droits qui lui sont conférés par le bail.

Toutefois, sur sa demande, il peut être autorisé à s'associer avec un co-fermier qui jouit, en commun avec lui, de ces droits sur toute l'étendue du lot, étant entendu que le lot ne peut être divisé en deux sections exploitées distinctement l'une par le locataire, l'autre par le co-fermier. Le locataire et le co-fermier s'engagent à participer à la gestion piscicole du lot, selon les modalités fixées par le locataire.

Le co-fermier doit être agréé dans le lot considéré par le préfet qui lui délivre un certificat d'agrément. L'agrément est révocable sur la demande du locataire. Le certificat d'agrément doit être présenté à toute réquisition des agents commis à la police de la pêche en eau douce, faute de quoi le co-fermier est considéré comme ayant pêché sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient.

Article 26 - Compagnons et aides ; embarquement de touristes

Le locataire et le co-fermier peuvent être chacun assistés par un ou plusieurs compagnons dont le nombre maximum est précisé dans le cahier des clauses particulières, conformément aux dispositions du II de l'article R. 435-16 du Code de l'environnement. Le préfet (service gestionnaire de la pêche) délivre à chaque compagnon une carte précisant sa qualité, comportant sa photographie d'identité et précisant le lot ou les lots sur lequel ou lesquels il peut exercer.

Le locataire et le co-fermier sont seuls habilités à faire acte individuel de pêche. Toutefois, ils peuvent autoriser leur compagnon à faire acte de pêche en leur absence dans le respect des autres règles encadrant la pêche (espèces...).

Par ailleurs, le locataire, le co-fermier et leur compagnon peuvent se faire assister par des aides. Les aides ne peuvent, en aucun cas, faire acte individuel de pêche.

Dans le cadre d'une activité de valorisation touristique, de programmes de découverte et de sensibilisation à la pêche, le locataire, le co-fermier et les compagnons dûment autorisés peuvent embarquer des touristes. Ces touristes peuvent participer très ponctuellement à la manœuvre des engins et des filets sans être considérés comme des aides. Le locataire et le co-fermier doivent respecter la législation en matière de sécurité et d'assurances.

Article 27 - Déclaration de captures

Le locataire et le co-fermier doivent individuellement déclarer au fur et à mesure, pour chaque espèce de poissons, chaque sortie de pêche et chaque type d'engin utilisé, les résultats de leur pêche, au moins une fois par mois et au plus tard le 5 du mois suivant. La déclaration est effectuée auprès de l'Office français de la biodiversité (OFB) au moyen de l'application de télédéclaration mise à disposition des pêcheurs sur son site Internet. L'office en assure le traitement, avec l'aide des associations agréées de pêcheurs professionnels en eau douce concernées.

Les résultats de la pêche pratiquée, le cas échéant, par le compagnon sont déclarés par le locataire ou le co-fermier.

Le marin pêcheur admis à pratiquer la pêche fluviale doit déclarer le résultat de sa pêche conformément aux dispositions relatives à la pêche maritime.

Conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les renseignements fournis sont confidentiels.

Toute absence de déclaration de pêche peut, après mise en demeure, donner lieu à la résiliation du bail, dans les conditions prévues à l'article 5 du présent cahier des charges.

Article 28 - Transfert du bail en cas de décès du locataire

Le contrat de location prend fin en cas de décès du locataire.

Toutefois, le bénéfice du bail peut être transféré au profit du conjoint survivant ou des héritiers, qui disposent d'un délai de trois mois, à compter de la date du décès, pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire et demander le transfert du bail à son nom.

Le transfert du bail au profit du bénéficiaire désigné est subordonné à une autorisation écrite délivrée par le préfet (service gestionnaire de la pêche), après avis du directeur régional des finances publiques ou du directeur départemental des finances publiques et de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce prévue à l'article R.435-15 du Code de l'environnement.

Article 29 - Embarcations (Identification, amarrage, dispense d'autorisation)

Les embarcations employées à l'exploitation de la pêche par le locataire et le co-fermier doivent porter, à l'extérieur de la proue et des deux côtés, le mot : « Pêche » en caractères très apparents, d'au moins 5 cm de hauteur, inscrits en noir sur fond blanc.

Ces embarcations doivent être amarrées soigneusement de manière à ne pas gêner la navigation.

Le locataire et le co-fermier doivent se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation de leurs embarcations, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du Code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du Code du domaine de l'État.

Article 30 – Exclusion

Tout co-fermier ou compagnon qui, au cours du bail, a subi une condamnation à l'occasion d'infractions à la police de la pêche, peut être privé de la faculté de participer à la jouissance ou à l'exploitation de la pêche. Cette exclusion est prononcée par le préfet et notifiée à l'intéressé et au locataire.

Le locataire demeure, dans tous les cas, civilement responsable du non-respect, par son co-fermier ou son compagnon, des conditions du présent cahier des charges.

Section 3 - Dispositions applicables aux titulaires de licences de pêche

Article 31 - Incessibilité de la licence, obligation d'avoir sa licence sur soi.

Les membres de l'association agréée des pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public et les membres de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce, titulaires d'une licence, sont soumis aux conditions prévues par la législation et la réglementation relative à l'exercice de la pêche en eau douce.

Le titulaire d'une licence ne peut céder tout ou partie des droits que lui confère son titre.

Les titulaires de licences se livrant à la pêche doivent être porteurs de leur titre comportant la photographie, le nom, le prénom, l'adresse, la signature du titulaire, ainsi que la nature, les dimensions, le nombre et les conditions d'utilisation des engins et des filets accordés par la licence. Lorsque le détenteur d'une licence amateur a demandé à être accompagné d'une personne pour participer à la manœuvre des engins, à l'exception des filets, dans les conditions prévues au troisième alinéa l'article R. 435-7 du Code de l'environnement, l'identité de cette personne est mentionnée sur la licence. Les licences doivent être présentées à toute réquisition des agents chargés de la police de la pêche en eau douce, faute de quoi leurs titulaires seront considérés comme ayant pêché sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient.

Article 32 - Déclaration de captures

Le titulaire de la licence doit consigner au fur et à mesure, pour chaque espèce de poissons, chaque sortie de pêche et chaque type d'engin utilisé.

Pour les pêcheurs professionnels, la déclaration est effectuée au moins une fois par mois et au plus tard le 5 du mois suivant auprès de l'Office français de la biodiversité (OFB) au moyen de l'application de télédéclaration mise à disposition des pêcheurs sur son site Internet. L'office en assure le traitement, avec l'aide des associations agréées de pêcheurs professionnels en eau douce concernées.

Les captures des anguilles de moins de 12 centimètres sont déclarées dans les vingt-quatre heures conformément à l'arrêté du 18 décembre 2013 fixant les obligations applicables aux pêcheurs professionnels en eau douce relatives à la tenue du carnet de pêche et à la déclaration des captures d'anguilles européennes.

Pour les pêcheurs amateurs aux engins et aux filets, la déclaration doit être faite au plus tard le 5 du mois suivant. Elle peut être effectuée auprès de l'Office français de la biodiversité (OFB) au moyen de l'application de télédéclaration mise à disposition des pêcheurs sur son site Internet ou par envoi de la fiche mensuelle fournie par le service gestionnaire. Cette fiche est adressée à l'organisme chargé par l'Office français de la biodiversité (OFB) d'en assurer le traitement, avec l'aide des associations agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public.

Pour les pêcheurs amateurs aux engins et aux filets, la collecte et le traitement des fiches peuvent être assurés par le service gestionnaire de la pêche qui saisit les déclarations dans l'outil de télédéclaration ou adresse le détail des déclarations à l'organisme chargé du traitement, conformément aux dispositions que ce dernier aura fixées.

Les pêcheurs amateurs doivent, pour chaque capture de saumon, adresser une déclaration de capture à l'Office français de la biodiversité. Les pêcheurs professionnels en eau douce doivent adresser chaque mois le relevé des captures qu'ils ont réalisées à l'OFB.

Les captures des autres poissons migrateurs par tous les pêcheurs en eau douce doivent être enregistrées et déclarées selon les modalités fixées par le plan de gestion des poissons migrateurs, et par le ministre chargé de la pêche en eau douce pour l'anguille.

Les marins pêcheurs admis à pratiquer la pêche fluviale doivent déclarer les résultats de leurs pêches conformément aux dispositions relatives à la pêche maritime.

Conformément aux dispositions prévues par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les renseignements fournis sont confidentiels.

Toute absence de déclaration de pêche peut, après mise en demeure, donner lieu au retrait de la licence, dans les conditions prévues à l'article 5 du présent cahier des charges.

Paragraphe 1 - Dispositions propres aux pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaires d'une licence

Article 33 - Autorisation de stationnement ou d'amarrage pour les embarcations ; aide par un autre pêcheur

Les propriétaires des embarcations dont les titulaires de licence de pêche amateur aux engins et aux filets peuvent faire usage, doivent se pourvoir, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation de leurs embarcations, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du Code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du Code du domaine de l'État, moyennant le paiement de la redevance prévue à l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Un pêcheur amateur aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaire d'une licence, peut se faire aider par un autre pêcheur amateur aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaire d'une licence sur le même lot ou d'une personne dont l'identité est indiquée sur la licence, dans les conditions prévues à l'article R. 435-7 du Code de l'environnement.

Paragraphe 2 - Dispositions propres aux pêcheurs professionnels titulaires d'une licence

Article 34 - Compagnons et aides ; embarquement de touristes

Le titulaire de la licence peut être autorisé à se faire assister par un seul compagnon. Le préfet (service gestionnaire de la pêche) délivre au compagnon une carte précisant sa qualité, comportant sa photographie d'identité et précisant le lot sur lequel il peut exercer. Les conditions mises à l'exercice de la pêche en eau douce en qualité de pêcheur professionnel s'appliquent au compagnon.

Le titulaire de la licence est seul habilité à faire acte individuel de pêche. Toutefois, il peut autoriser son compagnon à faire acte individuel de pêche en son absence. Une copie de cette autorisation est adressée au service gestionnaire.

Par ailleurs, le titulaire de la licence peut se faire assister par des aides, sauf dans les zones définies à l'article L. 436-10 du Code de l'environnement.

Les aides ne peuvent, en aucun cas, faire acte individuel de pêche.

Dans le cadre d'une activité de valorisation touristique, de programmes de découverte et de sensibilisation à la pêche, le titulaire de la licence ou son compagnon dûment autorisé peuvent embarquer des touristes. Ces touristes peuvent participer très ponctuellement à la manœuvre des engins et des filets sans être considérés comme des aides. Le locataire et le co-fermier doivent respecter la législation en matière de sécurité et d'assurances.

Article 35 - Embarcations (identification, amarrage, dispense d'autorisation)

Les embarcations employées à l'exploitation de la pêche par le titulaire d'une licence de pêche professionnelle doivent porter à l'extérieur de la proue et des deux côtés le mot : « pêche » en caractères très apparents d'au moins 5 cm de hauteur, inscrits en noir sur fond blanc. Elles doivent être amarrées soigneusement de manière à ne pas gêner la navigation.

Le titulaire de la licence doit se pourvoir, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation de ses embarcations, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du Code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du Code du domaine de l'État.

Article 36 - Incessibilité de la licence en cas de décès

En cas de décès du titulaire de la licence, le bénéfice des droits conférés par ce titre ne peut pas être transféré au profit du conjoint survivant ou des héritiers.

Chapitre III - Dispositions financières applicables aux locataires

Article 37 - Caution, cautionnement

A moins de payer comptant la totalité du prix de la location, le locataire est tenu à titre de garantie de l'exécution des clauses du bail de fournir, à son choix, soit une caution, soit un cautionnement.

La caution est désignée par écrit par le locataire, immédiatement en cas de location amiable ou dans le délai maximum de sept jours en cas d'adjudication.

La caution doit être domiciliée en France et expressément agréée par l'agent comptable chargé du recouvrement du prix.

Elle s'oblige solidairement avec le locataire et également par écrit à toutes les charges et conditions de la location, et renoncé à se prévaloir du bénéfice de discussion prévu à l'article 2298 du Code civil.

En cas d'adjudication et s'il n'est pas intervenu sur-le-champ, l'acte constatant la réalisation de ces garanties est passé, à la suite du procès-verbal d'adjudication, par devant l'autorité administrative qui a présidé la séance. Le cautionnement, égal à six mois de loyer, est versé dans un délai de sept jours à compter du procès-verbal d'adjudication ou avant la signature de l'acte en cas de location amiable, soit à la caisse du comptable public, soit à la Caisse des dépôts et consignations.

Le cautionnement est constitué au gré du preneur, soit en numéraire, soit en titres ou valeurs émis par l'État et les collectivités publiques, ou avec leur garantie.

Le cautionnement est restitué au locataire en fin de bail ou, sous réserve des dispositions de l'article 15 ci-dessus, en cas de cession de bail, au vu d'un certificat du comptable public, chargé de l'encaissement du prix et du préfet attestant qu'il a satisfait à toutes les conditions de la location.

Le locataire et la caution sont tenus d'élire domicile dans la commune où l'acte a été passé, faute de quoi tous actes postérieurs leur sont valablement signifiés auprès de l'autorité administrative qui a reçu l'acte. Faute de fournir ces garanties dans le délai prescrit, l'adjudicataire est déchu de l'adjudication et il est procédé soit à une nouvelle location, soit à une mise en réserve du lot dans les conditions fixées par l'article R. 436-69 du Code de l'environnement.

L'adjudicataire déchu est tenu de verser la différence entre son prix et celui de la nouvelle location, sans pouvoir réclamer l'excédent, s'il y en a.

Article 38 - Actualisation du loyer, paiement

Le loyer est actualisé chaque année sur la base de la formule suivante :

$$L_n = L_{n-1} \times I_n / I_{n-1}$$

Avec :
L_n : Loyer de l'année N ;
L_{n-1} : Loyer de l'année N-1 ;
I_n : indice de référence des loyers du 3ème trimestre de l'année N-1 ;
I_{n-1} : indice de référence des loyers du 3ème trimestre de l'année N-2.

Il est payable d'avance le 2 janvier de chaque année à la caisse du comptable public. Si le bail prend effet en cours d'année, le premier terme, calculé au prorata du temps, doit être acquitté dans les vingt jours de la conclusion du contrat. En cas de retard dans les paiements, les sommes dues produisent intérêt, au profit du Trésor, au taux en vigueur en matière domaniale sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, tous les mois sont comptés pour trente jours et les fractions de mois sont négligées.

Article 39 - Droit fixe, poursuites

En cas d'adjudication ou de location amiable, les procès-verbaux d'adjudication ou les baux de pêche peuvent faire l'objet d'une présentation volontaire au comptable public compétent avec paiement du droit fixe prévu à l'article 680 du Code général des impôts.

Si des poursuites deviennent nécessaires pour obtenir le paiement du prix de l'adjudication en principal et accessoires, elles auront lieu dans les conditions prévues aux articles L. 2321-1 à L. 2331-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Les demandes de résiliation ne suspendent pas l'effet des poursuites pour le recouvrement des termes échus.

Chapitre IV - Dispositions financières applicables aux titulaires de licences

Article 40 - Paiement des licences

Les personnes dont la demande de licence a été admise en sont avisées par le chef du service gestionnaire de la pêche. Elles doivent acquitter le prix de la licence à la caisse du comptable public qui leur délivre une quittance. Au vu de cette quittance et de la carte de membre de l'association agréée départementale de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public ou de l'association agréée départementale ou interdépartementale de pêcheurs professionnels, la carte de licence individuelle sera remise aux intéressés par le service gestionnaire de la pêche.

Toute demande sera considérée comme annulée, si la licence n'a pas été retirée dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle le pétitionnaire a été avisé que sa demande de licence était admise.

Article 41 - Actualisation du prix

Le prix des licences est actualisé chaque année sur la base de la formule suivante :

$$L_n = L_{n-1} \times I_n / I_{n-1}$$

Avec :

L_n : Loyer de l'année N ;

L_{n-1} : Loyer de l'année N-1 ;

I_n : indice de référence des loyers du 3ème trimestre de l'année N-1 ;

I_{n-1} : indice de référence des loyers du 3ème trimestre de l'année N-2.

Chapitre V - Modes et procédés de pêche autorisés

Section 1 - Pêche de loisir

Article 42 - Conditions d'exercice de la pêche

Les membres des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, autorisés à pêcher dans le cadre des locations faisant l'objet du présent cahier des charges, ont le droit de pêcher dans les conditions définies par la réglementation en vigueur.

Article 43 - Identification des engins et filets

Les licences délivrées aux membres de l'association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public précisent la nature, le nombre, les dimensions et les conditions d'utilisation du ou des engins et filets que leurs titulaires peuvent être autorisés à utiliser.

Chaque engin ou filet utilisé doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé comportant le numéro de la licence ou le nom du titulaire de la licence et la lettre A.

Section 2 - Pêche professionnelle

Article 44 - Identification des engins et filets en cas de location

Conformément aux articles R. 435-10, R. 435-14 et R. 436-15 du Code de l'environnement, les conditions particulières d'exploitation fixent, pour chaque lot, la nature, le nombre, les dimensions et les conditions d'utilisation des engins et des filets que le locataire est autorisé à utiliser.

Chaque engin ou filet, utilisé dans le cadre de la location, doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé, comportant le nom du locataire.

Article 45 - Identification des engins et filets utilisés sous couvert d'une licence

Conformément à l'article R. 435-10, R. 435-14 et R. 436-15 du Code de l'environnement, les licences attribuées aux membres de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce précisent la nature, les dimensions, le nombre et les conditions d'utilisation du ou des engins et filets que leurs titulaires sont autorisés à utiliser.

Ces licences ne peuvent toutefois autoriser l'emploi des filets de type senne, des filets-barrages, des baros, des dideaux et des bouges.

Chaque engin et filet utilisé sous couvert d'une licence, doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé, comportant le numéro de la licence et la lettre P.

Section 3 - Conditions d'utilisation des engins et des filets

Article 46 - Signalement des filets

En vue de son signalement à la navigation, tout filet utilisé doit être rendu apparent par deux bouées ancrées à proximité de ses extrémités.

Toutefois, le préfet (service gestionnaire de la pêche) peut ne pas soumettre à cette obligation l'emploi des nasses et des filets, à condition qu'ils soient placés à des emplacements où leur présence ne présente aucun inconvénient pour la navigation. Ces dérogations sont révoquées à tout moment, sans indemnité.

Durant les heures d'interdiction nocturne de la pêche, tout filet-barrage doit être relevé entièrement hors de l'eau sur toute sa longueur. Si le bateau porteur du carrelet n'est pas ramené à terre, le carrelet doit être relevé sur le lieu de pêche et, durant toute la nuit, un fanal accroché à l'un de ses montants doit éclairer le filet, de telle sorte

que celui-ci soit visible de chacune des deux rives: Sur les voies navigables, l'éclairage du filet-barrage doit être conforme à la réglementation en vigueur.

Les filets-barrages ne doivent, en aucune manière, occuper plus des deux tiers de la largeur mouillée réellement utilisable par le courant de l'eau, dans l'emplacement où ils sont employés. Si la section du lit présente des différences importantes de profondeur, le tiers disponible pour le passage du poisson doit toujours être assuré du côté le plus profond.



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CHARGES

POUR L'EXPLOITATION DU DROIT DE PÊCHE DE L'ÉTAT

DANS LES EAUX MENTIONNÉES A L'ARTICLE L 435-1.

DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

TITRE II

CLAUSES ET CONDITIONS PARTICULIÈRES

Chapitre I^{er} – Dispositions générales

Article 1 - Objet

Le présent titre du cahier des charges, établi en application des articles R 435.9 et R 435.14 du Code de l'environnement et les articles R. 4241-68 à R.4241-70 du Code des transports (interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage), détermine les clauses et les conditions particulières de la location du droit de pêche aux lignes et du droit de pêche aux engins et aux filets exercés au profit de l'État dans les eaux du domaine public fluvial du département de la Marne.

Article 2 - Réglementation

Pour l'exploitation de la pêche, les locataires devront se conformer à la réglementation en vigueur et respecter notamment les dispositions des arrêtés préfectoraux relatifs à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de la Marne.

CHAPITRE II - DÉSIGNATION ET CONSISTANCE DES LOTS MODES DE PÊCHE AUTORISES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA PÊCHE PERMISES PAR LOT PRIX DE BASE DE LOCATION DE CHAQUE LOT

Article 3 - Description des lots

La liste des lots mis en location, leurs limites, leurs longueurs, les conditions d'exploitation permises ainsi que le prix de base de location de chaque lot sont fixés conformément aux tableaux ci-après.

Article 4 - Modes de pêche

Sur l'ensemble des lots, seule la pêche aux lignes est autorisée.

Article 5 - Pêche à la carpe de nuit

Le tableau annexé indique les lots sur lesquels la pêche à la carpe de nuit pourra faire l'objet d'une autorisation préfectorale pour la durée des baux de pêche, demande que la Fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique devra transmettre au préfet (DDT) au moins trois mois avant le renouvellement des baux à compter du 1er janvier 2017. Sur les autres lots, seules des demandes ponctuelles dans le temps liées à des concours ou manifestations ne pourront être transmises au préfet (DDT) pour la mise en place de parcours à la pêche à la carpe de nuit.

L'autorisation préfectorale délivrée pour la pratique de la pêche à la carpe de nuit précisera la transmission obligatoire du rapport annuel au service départemental de l'OFB et copie à la DDT, ainsi que l'importance du respect des règles de sécurité liée à cette pratique.

Tout manquement à ces prescriptions entraînera le retrait de l'autorisation préfectorale.

CHAPITRE III - RÉSERVES DE PÊCHE - INTERDICTION TEMPORAIRE

Article 6 – Réserves de pêche

Pendant la durée des baux consentis avec le présent cahier des charges, des réserves de pêche pourront être instituées sur les lots loués en application des dispositions de l'article R436-69 du Code de l'environnement.

Ces réserves pourront être mises en place soit à la demande du locataire, soit d'office si la protection du patrimoine piscicole le justifie. Dans ce dernier cas, les dispositions prévues à l'article 4, dernier alinéa, du Titre I du présent cahier des charges sont applicables.

Les réserves instituées ou les interdictions prononcées devront être clairement indiquées sur le terrain par l'apposition des pancartes installées à la diligence du locataire concerné et dans les conditions prévues par les arrêtés pris en la matière.

Article 7 – Modification

En cas de modification de la réglementation se rapportant aux installations à risque, et notamment aux silos, ou de fixation de périmètres de protection particuliers qui limiteraient l'accès au domaine public fluvial, les locataires pourront bénéficier des dispositions prévues à l'alinéa 2 du 5° de l'article 4 du présent cahier des charges

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8 - Navigation et ouvrages

Outre le respect de la réglementation relative à la pêche fluviale, les locataires du droit de pêche sont tenus de respecter les règlements ou mesures prises, soit dans l'intérêt du domaine public fluvial, soit de la gestion des eaux, soit dans l'intérêt de la sécurité publique ou encore pour les besoins de la navigation.

Conformément au règlement général de police de la navigation intérieure et au règlement particulier de police en vigueur relatif à la sécurité des zones situées à l'amont et à l'aval des écluses et barrages, et y interdisant toute présence non autorisée, y compris aux pêcheurs, de naviguer (sauf pour les bâtiments faisant route au droit des écluses), stationner, circuler (même à pied), sur l'ensemble du domaine public fluvial terrestre et en eau relatif aux écluses et barrages dans la zone délimitée comme suit pour chaque ouvrage :

- 50 m à l'amont, comptés à partir des portes amont ou des bouchures ;
- 50 m à l'aval, comptés à partir des portes aval ou des bouchures ;

à l'exclusion des chemins de halage ou de service.

Des dispositions plus contraignantes pourront être prises pour certains ouvrages.

Par ailleurs, au-delà du respect des dispositions générales du présent cahier des charges les pêcheurs veillent au respect de la réglementation en vigueur, notamment au Code général de la propriété de la personne Publique.

Pour des raisons liées à la sécurité publique, l'accès sur les ouvrages de navigation est rigoureusement interdit. Tout acte de pêche est interdit à l'amont et à l'aval des extrémités des ouvrages sur une distance qui sera déterminée par le service gestionnaire en accord avec le locataire si les conditions de la sécurité publique l'exigent.

Les interdictions prononcées devront être signalées par des panneaux posés à la diligence du locataire aux endroits qui lui seront désignés par le service gestionnaire.

Il est rappelé par ailleurs que toute occupation du domaine public fluvial (en particulier le stationnement des barques et la construction des pontons) est soumise à autorisation préalable du service gestionnaire.

Sur le secteur de Pargny sur Saulx (lot 8) du canal de la Marne au Rhin : l'UTI CMRO s'est engagé dans une démarche environnementale et en ce sens est certifié ISO 14001 dans la réfection de berge en technique végétale. En ce sens, il est demandé de respecter le linéaire de berge (PK 16.458 AU PK 18.400) pour lequel une défense en technique végétale a été réalisée pour la préservation des milieux naturels.

Article 9 - Amarrage des bateaux

Il est vivement recommandé aux pêcheurs de contacter le service gestionnaire en charge du lot pour connaître les conditions réglementaires de navigation et de conformité (titre de navigation, appareils de sécurité, etc) s'appliquant aux batelets de pêche.

CHAPITRE V DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LE CANAL ENTRE CHAMPAGNE ET BOURGOGNE

Article 10 – Pratique de la pêche

La pratique de la pêche ne devra pas entraver ni gêner les usages premiers du canal et de son domaine public qui restent prioritaires, à savoir la navigation et la circulation sur les chemins de halage et de contre-halage des agents du service en charge de la gestion du canal ou des personnes dûment habilitées pour y circuler. De même, la pratique de la pêche ne devra pas gêner la circulation des usagers de la véloroute.

Article 11 - Circulation

Sur les chemins de halage et de contre-halage, la circulation n'est autorisée qu'à pied ou à vélo pour les parties de chemin de halage ouvertes aux cycles.

Le stationnement des véhicules sur le domaine public fluvial est interdit.

Article 12 – Chômage

Pendant les périodes de chômage du canal, la pêche est interdite dans les biefs où la hauteur du plan d'eau sera inférieure à 1,00 m.

Article 13 - Interdiction

Conformément au règlement particulier de police de la navigation du canal Entre Champagne et Bourgogne, la pêche est interdite à l'amont et à l'aval de tous les ouvrages sur une distance de 50 m pour des raisons de sécurité. La pêche est également interdite dans les prises d'eau et rigole d'alimentation du canal.

CHAPITRE VI - LEXIQUE

Article 14 - Lexique

1. Direction départementale des territoires (DDT 51) : 40 Boulevard Anatole France – CS 60554 – 51037 Châlons-en-Champagne cedex – 03 26 70 81 96 – ddt-seepr@marne.gouv.fr ;
2. Direction départementale des territoires (DDT 52) : 82 Rue du Commandant Hugueny – BP 2087 – 52903 Chaumont cedex 9 – 03 51 55 60 31 – ddt-sef@haute-marne.gouv.fr ;
3. Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – Service politiques et police de l'eau – Rue de Talleyrand – 51084 Reims – 01 71 28 47 73 – sppe.driat-if@developpement-durable.gouv.fr ;
4. Direction territoriale bassin de la Seine – Unité territoriale d'itinéraire des canaux de Picardie et Champagne-Ardenne (UTI CPCA) – 76 Rue de Talleyrand – 51084 Reims – 03 26 79 72 33 – uti.picardiechampagne@vnf.fr ;
5. Direction territoriale bassin de la Seine – Unité territoriale Seine Amont (UTI SA) – 2 quai de la Tournelle - 75005 Paris – 01 44 41 16 80 – uti.seineamont@vnf.fr ;
6. Direction territoriale bassin de la Seine – Unité territoriale d'itinéraire de la Marne (UTI Marne) – Barrage de la Marne – 77109 Meaux – 01 60 24 76 76 – uti.marne@vnf.fr ;
7. Direction territoriale Nord Est – Unité territoriale de la Marne au Rhin Ouest (UTI CMRO) – 1, rue de l'Ormicée – BP 50523 – 55012 Bar le Duc cedex – 03 29 79 12 33 – uti.cmro@vnf.fr ;
8. Fédération de la Marne pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FDAAPPMA) : ZAC du Mont Michaux – 14 rue Clément Ader 51470 Saint Memmie – 03 26 70 50 52 – contact@peche51.fr ;
9. Direction départementale des finances publiques (DDFIP) – Service des domaines : 12 rue Sainte Marguerite – 51000 Châlons en Champagne – ddfip51.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

L'Ormain et la Saulx

N° de lot	Origine	Extrémités	Longueur pêchable (m)	Linéaire total avec les réserves	Police de pêche	Service gestionnaire	Observations	Prix de base de location 2023-2027 (€)	Prix de base du linéaire (€)	Locataires sortants
L'Ormain										
1	Canal de la Planche Coulon	Confluent du canal de décharge du Moulin de Pargny avec l'Ormain	3900	3900	DDT 51	DDT 51		117	28	La gaulle de PARGNY SUR SAULX
2	Confluent du canal de décharge du Moulin de Pargny avec l'Ormain	Confluent de l'Ormain avec la Saulx	5180	5180	DDT 51	DDT 51	Y compris la noue du port de 500 m à la limite des territoires de Pargny sur saulx et Etrepy	156	28	
			9080	9080			TOTAL	273	57	

La Saulx, deuxième catégorie

3	Axe du port de Pontillon	Port de Pichancourt	4250	4250	DDT 51	DDT 51	Y compris 350 m de l'ancien lit de Pichancourt	186	44	
4	Port de Pichancourt	Bief du moulin de Vitry en Perthois	7500	7500	DDT 51	DDT 51	Y compris 650 m de noue de l'ancien lit à Vitry en Perthois, au Heudt le saupillon	347	44	La rquette viticole de VITRY LE FRANCOIS
5	Fosse du moulin de Vitry en Perthois	Confluent de la Saulx avec la Mame	3850	3850	DDT 51	DDT 51	350 m de noue au Heudt le chateau	177	43	
			15600	15600			TOTAL	719	131	

La Saulx, première catégorie

1	De la jonction de l'Ormain	Port de Bignicourt sur Saulx	2250	2250	DDT 51	DDT 51		43	18	La gaulle de PARGNY SUR SAULX
2	Port de Bignicourt sur Saulx	Axe du port de Pontillon	9400	9400	DDT 51	DDT 51	(1)	159	16	
			11650	11650			TOTAL	202	34	

(1) Y compris : 700 m de l'ancien lit de la Saulx à Bignicourt sur saulx

1 200 m de l'ancien bras au Heudt le Plant à Le Buisson
noue de 900 m entre le champ Jacques et les Sausseies

Rivière Aube non navigable

N° de lot	Origine	Extrémités	Longueur pêchable (m)	Linéaire total avec les réserves	Police de la pêche	Service gestionnaire	Observations	Prix de base de location, 2023-2027 (€)	Prix de base du linéaire (€)	Locataires sortants
1	Limite des communes de Boulauges (10) et de Vouarces (51)	Pont de Granges sur Aube, côté amont	1575	1575	DDT 51	DDT 51		192	115	La noquette de SEZANNE
2	Pont de Granges sur Aube, côté amont	Déversoir de la Belle Assise	1450	1450	DDT 51	DDT 51		178	114	
3	Déversoir de la Belle Assise Moulin et écluse d'Anglure, côté amont	Pont d'Anglure à Saint Just Sauvage (côté amont) (vieux rivière) confluent du bras canalisé de la Belle Assise avec l'Aube	2800	2800	DDT 51	DDT 51		341 0	115	
4	Origine du bras canalisé de la Belle Assise	Moulin et écluse d'Anglure, côté amont	1600	1600	DDT 51	DDT 51		194	114	
5	Pont d'Anglure à Saint Just Sauvage, côté amont (vieux rivière)	Pont de Baudement, côté amont	3100	3100	DDT 51	DDT 51		377	115	
6	Pont de Baudement, côté amont	Pont de Saron, côté amont	3500	3500	DDT 51	DDT 51		428	115	
7	Pont de Saron, côté amont	Embouchure de la Seine (rive droite) à Marilly (PK 106,000)	2300	2300	DDT 51	DDT 51		280	115	
TOTAL			16325	16325				1984	803	

Seine

N° de lot	Origine	Extents	Longueur pédoncule (m)	Linéaire total avec les réserves	Police de la pêche	Service de gestion	Observations	Prix de base de location 2022-2027 (€)	Prix de base du mètre (€)	Localités concernées
-----------	---------	---------	------------------------	----------------------------------	--------------------	--------------------	--------------	--	---------------------------	----------------------

Canal de la Haute Seine

1	Unité séparative des départements de l'Aube et de la Marne (PK 32,902)	713 m en aval du pont de Châlon (CD n°9) PK 35,009	2336		DRIEFP-SA	UTI SA		18	7	La noquette de SEZANNE	
2	713 m en aval du pont de Châlon (CD n°9) PK 35,009	50 m en amont des portes amont de Fécules droite de Saint Just (PK 38,020)	2370		DRIEFP-SA	UTI SA		23	7		
3	50 m en aval des portes aval de Fécules droite de Saint Just (PK 38,020)	492 m en aval du pont de la RN 440 de Saint Just (PK 40,000)	1980		DRIEFP-SA	UTI SA	Non compris de 50 m en amont des portes amont jusqu'à 50 m en aval des portes aval de Fécules de Saint Just	15	7	L'ignifluide Saint Just de SAINT JUST SAUVAGE	
4	492 m en aval du pont de la RN 440 de Saint Just (PK 40,000)	Port de Saron (PK 42,379)	2370		DRIEFP-SA	UTI SA		18	7	La noquette de SEZANNE	
5	Port de Saron (PK 42,379)	50 m en amont des portes amont de Fécules de Marigny sur Seine (PK 43,830)	1450		DRIEFP-SA	UTI SA		12	8		
11118								TOTAL	85	35	

Riviere de la Seine canalisée, premier section

6	Confluent de l'Aube (PK 182,500)	Origine de la dérivation de conflans à Bernières (PK 183,950)	3650		DRIEFP-SA	UTI SA	Non compris de 50 m en amont du barrage de Conflans à 50 m en aval de ce même barrage	489	128	La noquette de SEZANNE	
7	50 m en aval du barrage de Conflans (PK 183,950)	PK 183,000	2800		DRIEFP-SA	UTI SA		387	129		
8	PK 183,000	Unité séparative des départements de la Marne et de l'Aube (PK 183,300)	2500		DRIEFP-SA	UTI SA		342	129		
8350								TOTAL	1225	388	

Dérivation de Conflans à Bernières

9	50 m en aval des portes aval dérivées de Conflans (PK 3,440)	Unité séparative des départements de la Marne et de l'Aube (PK 5,851)	2291		DRIEFP-SA	UTI SA	Dérivation de Conflans à Bernières	311	130	La noquette de SEZANNE	
2281								TOTAL	311	130	

Seine non navigable

3	Unité séparative des communes de Saint Orpin (10) et de Châlon (61) (PK 6,509)	Unité séparative des communes de Châlon (61) et de Méchâles la Grande-Franchise (PK 11,100)	4600		DDT 61	DDT 61		103	21	La noquette de SEZANNE	
7	Unité séparative des communes de Romilly sur Seine et Saint Just Sauvage (PK 13,100)	Confluent du canal de Sauvage (PK 22,800)	4600		DDT 61	DDT 61		101	21		
8	Confluent du canal de Sauvage (PK 22,800)	La noquette au confluent de l'Aube (Iba droite) (PK 24,000)	1400		DDT 61	DDT 61		31	21		
10500								TOTAL	234	63	

Marne Domaniale, non navigable

N° de lot	Origine	Extrémités	Longueur pècheable (m)	Linéaire total avec les réserves	Polices de la pêche	Service géographique	Observations	Prix de base de location 2022-2023 (€)	Prix de base de linéaire (€)	Locataires sortants
1	Unité des communes de Neuville au Port (S2) et d'Arbrères (S1)	Barrage établi à la tête aval de prise d'eau du canal de la Mame à la Sèvre à Saignicourt	2850		DDT 51	DDT 52		107	35	
2	Barrage établi à la tête aval de prise d'eau du canal de la Mame à la Sèvre à Saignicourt	Port d'Hauteville	8000		DDT 51	DDT 52	Y compris la noue de 600 m en rive gauche sur la commune de Hauteville	226	36	Le gardon de LARZICOURT
3	Port d'Hauteville	Tête aval du pont de Larzicourt	7400		DDT 51	DDT 52		279	38	
4	Tête aval du pont de Larzicourt	Passerelle d'Isle sur Mame	3250		DDT 51	DDT 52		123	36	
TOTAL			19500					734	142	

5	Passerelle d'Isle sur Mame	Tête aval du pont de Monceiz l'Abbaye	2350		DDT 51	DDT 52	Y compris la totalité du bras de la Mame dénommé la Lis à Monceiz l'Abbaye	45	18	Le hôte de ST REMY EN BOUZEMONT
6	Tête aval du pont de Monceiz l'Abbaye	Tête aval du pont de Norrois	3850		DDT 51	DDT 52	Y compris une noue, en rive gauche sur la commune de Clôyes sur Mame	72	17	
7	Tête aval du pont de Norrois	Passerelle de Bignicourt sur Mame	2800		DDT 51	DDT 52	Y compris la noue Saint Pierre	53	18	
TOTAL			9040					170	53	

8	Passerelle de Bignicourt sur Mame	Tête aval du pont de Frignicourt	6300		DDT 51	DDT 52	Y compris 2 noues (une sur chaque rive) et un bras sur Bignicourt sur Mame	292	44	La raquette vifryste de VITRY LE FRANCOIS
9	Tête aval du pont de Frignicourt	Tête aval du pont de la ligne de chemin de fer Paris/Strasbourg à Vitry le François	4150		DDT 51	DDT 52		193	44	
10	Tête aval du pont de la ligne de chemin de fer Paris/Strasbourg à Vitry le François	Barrage de l'écluse des Louvrières	6150		DRIE/PCH	DDT 51	Y compris le bras de Mame dit noue des Indes	266	44	
TOTAL			16600					769	132	

N° de lot	Origine	Extrémité	Longueur péristable (m)	Linéaire total avec les réserves	Police de la pêche	Services gestionnaires	Observations	Prix de base de location prévisionnel 2023-2027 (€)	Prix de base de location (€)	Localités sortantes
11	Barrage de l'écluse des Louvières	Pont de l'autre des Ciments Français à Courvot	4900		DRIEFPCH	DDT 51	Y compris une roue de 500 m en rive droite sur la commune de Courvot - Réserve de 80 m en amont et 80 m en aval du barrage de Courvot	226	43	La requête n°374 de VITRY LE FRANCOIS
12	Pont de l'autre des Ciments Français à Courvot	Pont de Soulanges	3700		DRIEFPCH	DDT 51	Y compris la roue de Prigny, au Beudt la chapelle	172	44	
13	Pont de Soulanges	Pont d'Ablancourt	3100		DRIEFPCH	DDT 51		144	44	
			11700				TOTAL	541	131	

14	Pont d'Ablancourt	Embouchure du Flon	3000		DRIEFPCH	DDT 51		237	74	L'attente de la CHAUSSEE SUR MARNE
			3000				TOTAL	237	74	

15	Embouchure du Flon	Ancienne embouchure de la Moivre	5000		DRIEFPCH	DDT 51		589	107	La broderie de POGNY
			5000				TOTAL	589	107	

16	Ancienne embouchure de la Moivre	Pont de Malry sur Marna	7600		DRIEFPCH	DDT 51		369	46	
17	Pont de Malry sur Marna	Pont de Sogny les Moulins	4000		DRIEFPCH	DDT 51		195	48	
18	Pont de Sogny les Moulins	50 m en amont du barrage de Châlons en Champagne	5945		DRIEFPCH	DDT 51	Réserve de 280 m en amont du barrage et 80m en aval sur la rive gauche, 110m en aval sur la rive droite. Réserve au niveau de la vieille écluse : 80 m en rive gauche	289	48	La requête Chalonaise de CHALONS EN CHAMPAGNE
19	50 m en amont du barrage de Châlons en Champagne	Embouchure du confluent du bras de décharge du canal de Saint Martin	4420		DRIEFPCH	DDT 51		215	48	
20	Embouchure du confluent du bras de décharge du canal de Saint Martin	barrage de Saint Gibrían	2500		DRIEFPCH	DDT 51		122	48	
21	barrage de Saint Gibrían	Pont de Matougues	8770		DRIEFPCH	DDT 51	Y compris l'ancien lit de la Marna de 1500m	428	48	
			33235				TOTAL	1615	275	

N° de lot	Origine	Extrémités	Longueur pêchable (m)	Linéaire total avec les réserves	Polices de la pêche	Service gestionnel m	Observations	Prix de base de location prévisionnel 2023-2027 (€)	Prix de base de location (€)	Locataires sortants
22	Pont de Matougues	Pont d'Aulnay sur Maine	6330		DRIEFPCH	DDT 51	Y compris la noue dite de la Vallée Maine de 2000 m	1151	172	Le Syndicat de Reins et de la Région
23	Pont d'Aulnay sur Maine	Confluent de la Somme Soude	2280		DRIEFPCH	DDT 51		411	172	
24	Confluent de la Somme Soude	Pont de Tours sur Maine	9400		DRIEFPCH	DDT 51		1709	172	
			17990				TOTAL	3270	515	

25	Pont de Tours sur Maine	Pont de Bisseuil	4550		DRIEFPCH	DDT 51		268	56	L'Abbeïe de MAGENTA
26	Pont de Bisseuil	Pont de Marcuil sur Ay	4700		DRIEFPCH	DDT 51		277	56	
27	Pont de Marcuil sur Ay	Confluent de la rivière des Tarnauds	6750		DRIEFPCH	DDT 51		397	56	
28	Confluent de la rivière des Tarnauds	Pont d'Esparnay de la RN 51	1800		DRIEFPCH	DDT 51		113	56	
			17900				TOTAL	1054	222	

Marne canalisée

N° de lot	Origine	Extrémité	Longueur pêchable (m)	Linéaire total avec réserves	Police de la pêche	Service gestionnaire	Observations	Prix de base de location 2023-2027 (€)	Prix de base du linéaire (€)	Locataires sortants
29	Pont de la SNCF à Epemay (PK 0)	P.K.005 (50 m à l'amont de la tête aval de l'écluse n° 15 de Dzy)	5990		DRIEFPCH	UTI MARNE	P.K.3.139 (50 m à l'amont de la tête amont de l'écluse n° 1 de Cumlières) et du P.K.2.460 (tête amont de la dérivation de Cumlières)	101	16	
30	Pont du CD 301 de Cumlières (PK 1,035)	P.K.2.568 (50 m à l'amont des maçonneries de la tête amont du barrage n° 1 de Cumlières)	108		DRIEFPCH	UTI MARNE	P.K.3.139 (50 m à l'amont de la tête amont de l'écluse n° 1 de Cumlières) et du P.K.2.460 (tête amont de la dérivation de Cumlières) - Réserve : 50 m en amont de l'écluse de Cumlières et 50 m en amont du barrage de Cumlières.	3	0,02	L'Abrieta de MAGENTA
31	50 m à l'aval de la tête aval de l'écluse N° 1 de Cumlières (PK 3,313)	Pont du CD 22 de Damery (PK 5,439)	2126					41	18	
32	Pont du CD 22 de Damery (PK 5,439)	50 m à l'amont de la tête amont de l'écluse N° 2 de Damery (PK 6,990)	1441		DRIEFPCH	UTI MARNE	Réserve : 50 m en amont de l'écluse de Damery et 50 m en amont du barrage de Damery.	27	17	
33	50 m en aval de la tête aval de l'écluse n° 2 de Damery (P.K.6.990)	P.K.11.827 (pont du CD60 de Reuil)	4837					90	18	
			14602				TOTAL	260	88	
34	Pont du CD 60 de Reuil (PK 11,827)	50 m en amont des maçonneries de la tête amont du barrage n° 3 de Vandières (PK 17,650)	5823		DRIEFPCH	UTI MARNE		110	18	La perchoffe de PORT A BINSON
35	50 m en aval des maçonneries de la tête aval du barrage n° 3 de Vandières (P.K.17.790)	halte de Troisy (P.K.20.000)	2240				Réserve : de 100 m en amont du barrage de Vandières à 160m en aval	43	18	
				8063			TOTAL	152	36	
36	Chemin de la halte de Troisy (PK 20,000)	Pont de Ty (PK 22,940)	2940		DRIEFPCH	UTI MARNE		169	54	La sermoigne de VERNEUIL
			2940				TOTAL	169	54	
37	Pont de Ty (PK 22,938)	* Rive droite : PK 25,820 (environ 800 m en amont du pont de Dormans) * Rive gauche : PK 31,065 (Ruissseau de Courthézy)	8125		DRIEFPCH	UTI MARNE	silos	137	16	La vandaise de DORMANS
			8125				TOTAL	137	16	

Canal de l'Aisne à la Marne

N° de lot	origine	extensité	Longueur pêchable (m)	Limétre total avec les réserves	Police de la pêche	Service gestionnal rs	Observations	Prix de base de location 2023-2027 (€)	Prix de base du limétre (€)	Localités sortants
1/2	50 m à l'amont de l'écluse N° 1 de Berry au Bac (PK 0,155)	P.K.4.603 (50 m à l'aval de l'écluse n° 4 d'Alger)	4141		DRIEFPCH	UTI CRCA	P.K.1.143 (50 m à l'aval de l'écluse n° 2 de Moulin de Sapignieu) puis du P.K.1.296 (50 m à l'aval de l'écluse n° 2 de Moulin de Sapignieu) au P.K.2.228 (50 m à l'aval de l'écluse n° 3 de Sapignieu) puis du P.K.2.381 (50 m à l'amont de l'écluse n° 3 de Sapignieu) - Réserve de Berry au Bac (50 m de PK 0,107 à PK 0,157)	79	18	
3/4	50 m à l'amont de l'écluse N° 4 d'Alger (PK 4,755)	P.K.10.005 (50 m à l'aval de l'écluse n° 7 des Fontaines)	4942		DRIEFPCH	UTI CRCA	P.K.5.777 (50 m à l'aval de l'écluse n° 5 du Gaillard) puis du P.K. 5.930 (50 m à l'amont de l'écluse n° 5 du Gaillard) au P.K.9.283 (50 m à l'aval de l'écluse n° 6 de Lohre) puis du P.K.9.437 (50 m à l'amont de l'écluse n° 6 de Lohre) - 1 site	83	18	
5/6/7	50 m à l'amont de l'écluse N° 7 des Fontaines (PK 10,159)	P.K.17.540 (pont de la Neuville)	7073		DRIEFPCH	UTI CRCA	P.K.11.072 (50 m à l'aval de l'écluse n° 8 de la Nour Gouzzaine) puis du P.K.11.225 (50 m à l'amont de l'écluse n° 8 de la Nour Gouzzaine) au P.K.11.885 (50 m à l'aval de l'écluse n° 9 de Courcy) puis du P.K.12.040 (50 m à l'amont de l'écluse n° 9 de Courcy) - 1 site	133	18	
8/9/10	Pont de la RN 44 à la Neuville (PK 17,540)	P.K.21.680 (passerelle Saint-Charles)	4120		DRIEFPCH	UTI CRCA	Réserve : Darse Colbert et pont des Coches (PK 19,4 à 19,6)	79	18	

11/14/15	P.K.21.600 (passerelle Saint-Charles)	P.K.28.000 à Reims	5869	DRIEFPCH	UTI CPCA	P.K.24.304 (50 m à l'aval de l'écluse n° 10 de Flichemault) puis du P.K.24.487 (50 m à l'amont de l'écluse n° 10 de Flichemault) au P.K.25.116 (50 m à l'aval de l'écluse n° 11 de Châteauneuf) puis du P.K.25.269 (50 m à l'amont de l'écluse n° 11 de Châteauneuf) au P.K.25.735 (50 m à l'aval de l'écluse n° 12 d'Huon) puis du P.K.25.890 (50 m à l'amont de l'écluse n° 12 d'Huon) - 3 silos + réserve du pont de Vesle (300 m du Pont de Gaulle à la halte nautique de Reims)	105	17	
18/17/18	PK 28.000 à Reims	P.K.33.970 (pont de Silery) y compris la rivière de Vesle dans sa partie domaniale à Silery excepté le tronçon aval du pont barrage = 5807 m parties amont = 130 m parties aval = 150 m	5807	DRIEFPCH	UTI CPCA	P.K.33.254 (50 m à l'aval de l'écluse n° 13 de Silery) puis du P.K.33.417 (50 m à l'amont de l'écluse n° 13 de Silery) - 1 silo + entreprises / Pacite Intervilles en rive gauche du Pk. 18,178 à 20,29)	110	18	
19/20/21	Pont du CD 8 à Silery (PK 33,970)	P.K.40.555 (pont de Courmelles)	6121	DRIEFPCH	UTI CPCA	P.K.35.486 (50 m à l'aval de l'écluse n° 14 de l'Espérance) puis du P.K.35.650 (50 m à l'amont de l'écluse n° 14 de l'Espérance) au P.K.36.265 (50 m à l'aval de l'écluse n° 15 des Beaumont-eau-Vesle) puis du P.K.36.420 (50 m à l'amont de l'écluse n° 15 des Beaumont-eau-Vesle) au P.K.36.457 (50 m à l'aval de l'écluse n° 16 de Meuz) puis au P.K.36.582 (50 m à l'amont de l'écluse n° 16 de Meuz) - silos	115	18	
22	Pont de Courmelles (PK 40,555)	Pont de Sept Saux (PK 43,315)	2760	DRIEFPCH	UTI CPCA		51	17	

le Syndicat de
Reims et de la
Région

23	Pont de Sept Saule (PK 43,315)	P.K.51.395 (50 m à l'amont de l'écluse n° 17 de Vaudenanges)	5978	DRIEERCH	UTI CP/CA	P.K.40.412 (50 m de la 1 ^{ère} Aterre du souterrain du Mont-de-Billy) puis du P.K.48.814 (50 m de la 1 ^{ère} Marne du souterrain du Mont-de-Billy) - Réserve du sous terrain du Mont Billy et 50m en amont et aval (2402m)	105	17	
25/28	50 m à l'aval de l'écluse N° 47 de Vaudenanges (PK 51,549)	P.K.53.882 (50 m à l'amont de l'écluse n° 21 de Fosse Rode)	1852	DRIEERCH	UTI CP/CA	P.K.51.907 (50 m à l'amont de l'écluse n° 18 de Champ Bon-Gaçon) puis du P.K.52.090 (50 m à l'aval de l'écluse n° 18 de l'écluse de Champ Bon Gaçon) au P.K.52.436 (50 m à l'amont de l'écluse n° 19 de Longues Rales) puis du P.K.52.598 (50 m à l'aval de l'écluse n° 19 de Longues Rales) au P.K.53.189 (50 m à l'amont de l'écluse n° 20 de Saint-Martin) puis du P.K.53.354 (50 m à l'aval de l'écluse n° 20 de Saint-Martin)	36	18	
27/28	50 m à l'aval de l'écluse N° 21 de Fosse Rode (PK 54,015)	P.K.57.538 (50 m à l'amont de l'écluse n° 24 de Cordé-sur-Merle)	3317	DRIEERCH	UTI CP/CA	P.K.64.538 (50 m à l'amont de l'écluse n° 22 d'Isses) puis du P.K.54.888 (50 m à l'aval de l'écluse n° 22 d'Isses) au P.K.56.578 (50 m à l'amont de l'écluse n° 23 de Coupé) puis du P.K.56.031 (50 m à l'aval de l'écluse n° 23 de Coupé) au	63	18	
TOTAL			51630				964	194	
La Veste									
12	Pont SNCF d'Emmay	Barrage de Venise	1160	DDT 51	UTI CP/CA		23	18	
13	Barrage de Venise	Pont de Fléchambault	300	DDT 51	DDT 51	réserve barrage de Venise : 30 m en amont du barrage jusqu'à l'apport de Venise et Rive gauche du Pont de Venise jusqu'à la berrille de l'autoroute	7	0,20	le Syndicat de Retiens et de la Région
24	Rigole d'alimentation de Sept-Saule sur toute sa longueur		2150	DRIEERCH	UTI CP/CA		42	18	
TOTAL			3610				70	66	

Canal latéral à la Marne

N° de lot	Origine	Extrémités	Longueur pédonale (m)	Libétra total avec réserves	Police de la pêche	Service gestionnaire	Observations	Prix de base de location 2023-2027 (€)	Prix de base du matériel (€)	Locataires sortants
1	Point de jonction avec le canal de la Marne au Rhin, à Vitry la Française (PK 0,000)	P.K. 3,590 (50 m à l'amont de l'écluse n° 2 de l'Herminie) y compris l'ancien tracé du canal (desserte chantier de bateau Landy - amont de l'amont bras mort)	4163		DRIEE/ PCH	UTI CPCA	P.K. 2,205 (50m à l'amont de l'écluse n° 1 de Vitry-la-Française) puis du P.K. 2,335 (50 m à l'aval de l'écluse n° 1 de Vitry-la-Française)	79	18	
2	50 m à l'aval de l'écluse N° 2 de l'Herminie (PK 3,710)	P.K. 9,124 (50 m à l'amont de l'écluse n° 4 de Soulanges)	5264		DRIEE/ PCH	UTI CPCA	P.K. 4,747 (50 m à l'amont de l'écluse n° 3 de Courvois) puis du P.K. 4,987 (50 m à l'aval de l'écluse n° 3 de Courvois)	100	18	La requête vinyle de VITRY LE FRANCOIS
			9427				TOTAL	178	36	
3	50 m à l'aval de l'écluse N° 4 de Soulanges (PK 9,224)	P.K. 14,981 (50 m à l'amont de l'écluse n° 6 de la Chaussée-sur-Marne)	5967		DRIEE/ PCH	UTI CPCA	P.K. 11,389 (50 m à l'amont de l'écluse n° 5 d'Abbeville) puis du P.K. 11,539 (50 m à l'aval de l'écluse n° 5 d'Abbeville)	104	18	L'abbé de LA CHAUSSEE SUR MARNE
			5967				TOTAL	104	18	
4	50 m à l'aval de l'écluse N° 6 de la Chaussée (PK 15,141)	50 m à l'amont de l'écluse N° 7 de Saint Germain (PK 21,470)	6335		DRIEE/ PCH	UTI CPCA		119	18	La broderie de POGNY
			6335				TOTAL	119	18	
5	50 m à l'aval de l'écluse N° 7 de Saint Germain (PK 21,826)	50 m à l'amont de l'écluse N° 8 de Sarry (PK 28,231)	4605		DRIEE/ PCH	UTI CPCA		86	18	La requête Chalonnais de CHALONS EN CHAMPAGNE
			4605				TOTAL	86	18	
Distribution de la Marne										
6	Limite séparative des territoires des communes de Pogny et Vésignieu sur Marne	Aqueduc de Vésignieu sur Marne (PK 19,917)	1070		DRIEE/ PCH	UTI CPCA		21	18	La broderie de POGNY
			1070				TOTAL	21	18	
6 bis	Opole d'installation de l'aqueduc de Vésignieu sur Marne	Amont du pont dit des Alpes de Forêts à Chalons en Champagne	10450		DRIEE/ PCH	UTI CPCA		198	18	La requête Chalonnais de CHALONS EN CHAMPAGNE
			10450				TOTAL	198	18	
			10450				TOTAL	198	18	

N° de lot	Origine	Extremités	Longueur pécheuse (m)	Linéaire total avec réserves	Police de la pêche	Gestionnaire	Observations	Prix de base de location prévisionnel 2023-2027 (€)	Prix de base du linéaire (€)	Localités sortantes
Canal Latéral à la Marne										
7	50 m à l'aval de l'Écluse N° 8 de Sarry (PK 28,381)	P.K. 32,125 (50 m à l'amont de l'écluse n° 9 de Châlons-en-Champagne)	5744		DRIEE/ PCH	UTI CPCA	2 sites - réserve (800 m : Rigole d'alimentation du jard de la vanne de la prise d'eau à la restitution en aval de l'écluse de Châlons en Champagne)	108	18	La roguesse Châlons-en-Champagne
8	50 m à l'aval de l'Écluse N° 9 à Châlons en Champagne (PK 32,275)	50 m à l'aval de l'Écluse N° 10 de Juvigny (PK 39,328)	8853		DRIEE/ PCH	UTI CPCA	1 site	131	18	
9	50 m à l'aval de l'Écluse N° 10 de Juvigny (PK 39,378)	50 m à l'amont de l'Écluse N° 11 de Vraux (PK 44,230)	4852		DRIEE/ PCH	UTI CPCA		80	18	
			17649				TOTAL	329	53	
10	50 m à l'aval de l'Écluse N° 11 de Vraux (PK 44,380)	50 m à l'amont de la tête amont de l'Écluse N° 12 de Tour sur Marne (PK 52,807)	8527		DRIEE/ PCH	UTI CPCA	1 site - réserve (hors de 720 m : du canal de fins de Fumais de Courcy sur Marne à l'extrémité du confluent du ruisseau le Millandre à l'extrémité du confluent du ruisseau le Millandre)	189	19	le Syndicat de Reims et de la Région
			8527				TOTAL	169	19	
11	50 m à l'aval de la tête aval de l'Écluse N° 12 de Tours sur Marne (PK 53,084)	50 m à l'amont de la tête amont de l'Écluse N° 13 de Mareuil sur Ay (PK 59,170)	5088		DRIEE/ PCH	UTI MARNE	2 sites	98	18	
12	50 m à l'aval de la tête aval de l'Écluse N° 13 de Mareuil sur Ay (PK 58,320)	50 m à l'amont de la tête amont de l'Écluse N° 14 d'Ay Champagne (PK 62,448)	4129		DRIEE/ PCH	UTI MARNE	1 site	79	18	L'Abbe de MAGENNA
13	50 m à l'aval de la tête aval de l'Écluse N° 14 d'Ay Champagne (PK 62,619)	50 m à l'amont de l'Écluse N° 15 de Dizy (PK 68,534)	3915		DRIEE/ PCH	UTI MARNE		74	18	
			13130				TOTAL	247	53	
Canal Saint Martin										
14	Port Pochet à Châlons en Champagne (PK 32,372 du canal latéral à la Marne)	Pont de saint Martin sur la Pn6 (PK 19,917)	2650		DRIEE/ PCH	UTI CPCA	réserve (100 m : Bras de décharge Marne, 50m de part et d'autre de l'aqueduc siphon sous le canal Latéral à la Marne)	50	18	La roguesse Châlons-en-Champagne
			2650				TOTAL	50	18	

Canal entre Champagne et Bourgogne

N° de lot	Origine	Extrémité	Longueur pêchable (m)	Linéaire total avec les réserves	Police de la pêche	Service de gestion du lot	Observations	Prix de base de location 2023- 2027 (€)	Prix de base du linéaire (€)	Locataires sortants
1	PK 0 (jonction du canal de la Marne au Rhin)	Ecluse N° 71 du Désert (PK 0,985)	935		DRIEE/ PCH	UTI CPCA	altes - à l'intersection du canal entre Champagne et Bourgogne et du canal de la Marne au Rhin soit 50 mètres	22	21	
2	Ecluse N°71 du Désert (PK0,985°	Ecluse N°70 de Frignicourt (PK2,791°	1753		DDT 52	DDT 52		36	19	La raquette vinicole de VITRY LE FRANCOIS
3/4	Ecluse N° 70 de Frignicourt (PK 2,791)	Ecluse N° 69 de Luxémont (PK 6,259)	3988	3468	DDT 52	DDT 52		70	20	
5	Ecluse N° 69 de Luxémont (PK 6,259)	Ecluse N° 68 d'Estrennes (PK 6,873)	2514	2614	DDT 52	DDT 52	Rigole entre le déversoir de Luxémont et de l'Orcomté	53	20	
			8570	6082				180	80	
			TOTAL							
6	Ecluse N° 68 d'Estrennes (PK 6,873)	Ecluse N° 67 de Matignoncourt (PK 11,317)	2344	2444	DDT 52	DDT 52		42	17	Le hôte de ST REMY EN BOUZEMONT
			2344	2444				42	17	
			TOTAL							
7	Ecluse N° 67 de Matignoncourt (PK 11,317)	Ecluse N° 66 d'Orcomté (PK 13,451)	2034	2134	DDT 52	DDT 52		38	17	Le gârdon de LARZICOURT
8	Ecluse N° 66 d'Orcomté (PK 13,451)	Ecluse des Bruyères (PK 15,428)	1877	1877	DDT 52	DDT 52		32	16	
9	Ecluse des Bruyères (PK 15,428)	Limite séparative des départements de la Marne et de la Haute Marne (PK 16,700)	1222	1272	DDT 52	DDT 52		21	16	
			5133	5383				89	49	
			TOTAL							

Canal de la Marne au Rhin

N° de lot	Origine	Extrémités	Longueur pêchable (m)	Linéaire total avec les réserves	Police de la pêche	Service gestionnaire	Observations	Prix de base de location 2023-2027 (€)	Prix de base du linéaire (€)	Localités soutirées
1	PK 0 (jonction du canal entre Champagne et Bourgogne) à 50 m à l'aval	Ecluse N° 70 dite de Saint Etienne (PK 3,181)	3115	3285	DRIEE/ PCH	UTI CPCA	Silo - à l'intersection du canal entre Champagne et Bourgogne et du canal de la Marne au Rhin soit 50 mètres.	60	18	
2	Ecluse N° 70 dite de Saint Etienne (PK 3,314)	Ecluse N° 69 d'Adescourt (PK 5,121)	1707	1857	DDT 51	UTI CMRO		36	20	La raquette vitrynaise de VITRY LE FRANCOIS
3	Ecluse N° 69 d'Adescourt (PK 5,121)	Ecluse N° 68 de Brusson (PK 7,928)	2707	2807	DDT 51	UTI CMRO		59	20	
4	Ecluse N° 68 de Brusson (PK 7,928)	Ecluse N° 67 de Pontillon (PK 10,029)	2001	2101	DDT 51	UTI CMRO		44	20	
TOTAL			9530	10030				197	77	

5/6	Ecluse N° 67 de Pontillon (PK 10,029)	Ecluse N° 66 de Bignicourt sur Saulx (PK 14,569)	4440	4540	DDT 51	UTI CMRO	Y compris le réservoir de le Buisson sur saulx	95	20	La gaule de PARGNY SUR SAULX
7	Ecluse N° 66 de Bignicourt sur Saulx (PK 14,569)	Ecluse N° 65 d'Etrepoy (PK 16,569)	1899	1999	DDT 51	UTI CMRO		40	19	
8	Ecluse N° 65 d'Etrepoy (PK 16,569)	Ecluse N° 64 de Pargny sur Saulx (PK 18,744)	2028	2176	DDT 51	UTI CMRO	Réserve PK 18,470 AU PK 18744	43	20	
9	Ecluse N° 64 de Pargny sur Saulx (PK 18,744)	Ecluse N° 63 du pont canal de Pargny sur Saulx (PK 19,134)	290	390	DDT 51	UTI CMRO		7	21	
TOTAL			8655	9105				183	79	

10	Ecluse N° 63 du pont canal de Pargny sur Saulx (PK 19,134)	Ecluse N° 62 de l'Ajot	2441	2541	DDT 51	UTI CMRO	Réserve : 660 m rigole d'Ajot	51	20	La section de SERMAIZE LES BAINS
11	Ecluse N° 62 de l'Ajot	Ecluse N° 61 de la Chaîne (PK 23,007)	1232	1332	DDT 51	UTI CMRO		25	19	
12	Ecluse N° 61 de la Chaîne (PK 23,007)	Ecluse N° 60 de Sermaize (PK 24,522)	1415	1515	DDT 51	UTI CMRO	Réserve : 910 m rigole des Fontaines	30	20	
13	Ecluse N° 60 de Sermaize (PK 24,522)	Limite séparative des départements de la Marne et de la Meuse (PK 25,802)	1180	1280	DDT 51	UTI CMRO	Réserves : 718 + 168 m rigole de Remenecourt	24	19	
TOTAL			6268	6668				129	78	

A l'arrêté préfectoral relatif à l'exercice de la pêche en eaux douces et de la pêche de nuit de la carpe dans le département de la Marne

PARCOURS SUR LESQUELS LA PECHE DE NUIT DE LA CARPE EST AUTORISEE

Eaux superficielles	Rive	Début du parcours	Fin du parcours	Longueur	AAPPMA
Rivière Marne	Deux rives	De la limite départementale Marne/Haute-Marne	Jusqu'à la limite départementale Marne/Aisne.	167,396 Km	Châlons en Champagne, La Chaussée/Marne, Dormans, Larzicourt, Magenta, Pogny, Port à Binson, Reims, Saint Remy en Bouzémont, Verneuil et Vitry le François
Canal latéral à la Marne (sauf parc du Jurd à Châlons en-Champagne et la demi-lune de Pogny (rive gauche))	Deux rives	De la jonction avec le canal de la Marne au Rhin	Jusqu'à 50 m en amont des portes de l'écluse n°12 de Tours sur Marne	53,503 Km	Châlons en Champagne, La Chaussée/Marne, Pogny, Reims, Vitry le François
Canal de la Marne au Rhin	Deux rives	De la jonction du canal entre Champagne et Bourgogne	Jusqu'à la limite départementale Marne/Meuse	25,753 Km	Pargny-sur-Saulx, Sermazet les bains, Vitry le François
Canal entre Champagne et Bourgogne	Deux rives	De la jonction du canal de la Marne au Rhin	Jusqu'à la limite départementale Marne/Haute-Marne	16,7 Km	Larzicourt, Saint Remy en Bouzémont, Vitry le François
Canal de la Haute-Seine	Deux rives	De la limite départementale Marne/Aube	Jusqu'à 50m en amont des portes amont de l'écluse de Marcilly sur Seine	10,476 Km	Saint-Just Sauvage, Sézanne-Anglure
Canal de l'Aisne à la Marne	Deux rives	50 m à l'aval de l'écluse N° 1 de Berry au Bac (PK 0,156)	Jusqu'à la jonction du canal latéral à la Marne à Condé sur Marne	51 km	Reims
Rivière Aisne (domaine privé)	Rive droite	Sur la commune de Verrières au lieu-dit « le Pré Vcaire » pêche limitée à la parcelle B n° 125	Jusqu'à la limite séparative de Cestles (51) et Maizières la Grande Paroisse (10) - Jusqu'à la limite séparative entre Comflans/Seine (51) et Crançey (10)		Verrières
Rivière Seine	Deux rives	Limite séparative entre Cestles (51) et Saint-Oulph (10) - Limite séparative des communes de Romilly sur seine (10) et Saint-Just Sauvage (51)		19,550 Km	Sézanne
Rivière Saulx	Deux rives	Du pont de Pontillon	Jusqu'à la confluence avec la Marne	15,6 Km	Vitry le François

NB : En application de l'alinéa 5° de l'article R.436.14 du code de l'environnement, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe et aucun autre poisson capturés par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peuvent être maintenus en captivité ou transportés. Pêche Interdite 50 m en amont et 50 m en aval des écluses et des barrages (sauf cas particuliers)



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

**Arrêté préfectoral
portant autorisation de l'instauration de la procédure
d'autorisation préalable du changement d'usage des locaux
destinés à l'habitation à CAUROY-LES-HERMONVILLE (51220)**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,

Sur proposition du maire de la commune de CAUROY-LES-HERMONVILLE,

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'autorisation préalable du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation sont rendues applicables à la commune de CAUROY-LES-HERMONVILLE.

Article 2:

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne et la directrice départementale des territoires de la Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État de la préfecture de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **22 JUL. 2022**

Le Préfet de la Marne

Henri PREVOST

**Arrêté préfectoral
portant autorisation de l'instauration de la procédure
d'autorisation préalable du changement d'usage des locaux
destinés à l'habitation à RILLY-LA-MONTAGNE (51500)**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,

Sur proposition du maire de la commune de RILLY-LA-MONTAGNE,

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'autorisation préalable du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation sont rendues applicables à la commune de RILLY-LA-MONTAGNE.

Article 2:

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne et la directrice départementale des territoires de la Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État de la préfecture de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **22 JUL. 2022**

Le Préfet de la Marne,


Henri PREVOST

Arrêté préfectoral
portant autorisation de l'instauration de la procédure d'autorisation préalable du
changement d'usage des locaux destinés à l'habitation à VILLERS-MARMERY (51380)

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,

Sur proposition du maire de la commune de VILLERS-MARMERY,

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'autorisation préalable du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation sont rendues applicables à la commune de VILLERS-MARMERY.

Article 2:

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne et la directrice départementale des territoires de la Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État de la préfecture de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **22 JUL. 2022**

Le Préfet de la Marne,


Henri PREVOST

DECISION D'APPROBATION N° 001-2022

**de la charte d'engagements des utilisateurs de produits
phytopharmaceutiques (usages agricoles) à proximité des lieux mentionnés au III de l'article L.253-8
du Code rural et de la pêche maritime (zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non
bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments) ainsi que des lieux accueillant des travailleurs
présents de façon régulière, à mettre en œuvre des mesures de protection adaptées des résidents**

**PRÉFET DE LA MARNE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CE et 91/414/CEE du Conseil ;
- VU le règlement (UE) n° 284/2013 de la Commission du 1^{er} mars 2013 établissant les exigences en matière de données applicables aux produits phytopharmaceutiques, conformément au règlement (CE) n°1107/2009 précité ;
- VU la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable ;
- VU le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.253-8 et D.253-46-1-2 à D.253-46-1-5 ;
- VU le Code de l'environnement, notamment son article L. 123-19-1 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 16/03/2022 portant nomination de Monsieur Henri PREVOST, Préfet du département de la Marne ;
- VU l'arrêté du 4 mai 2017 modifié relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L.253-1 code rural et de la pêche maritime ;
- VU la consultation du public organisée du 23 juin 2022 au 15 juillet 2022 conformément à l'article L.123-19-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la transmission le 23/06/2022 d'un projet de charte d'engagements mentionnée au III de l'article L.253-8 du Code rural et de la pêche maritime, pour les usages agricoles ;

CONSIDÉRANT que les mesures de protection contenues dans la charte d'engagements précitée sont adaptées aux objectifs de l'article L.253-8 du Code rural et de la pêche maritime et que cette charte est elle-même conforme aux exigences mentionnées à l'article D.253-46-1-2 du même code ;

SUR PROPOSITION de la Directrice départementale des territoires ;

DECIDE :

ARTICLE 1^{er} : La charte figurant en annexe du présent arrêté est approuvée : elle formalise les engagements des utilisateurs de produits phytopharmaceutiques (usages agricoles) à proximité des zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments, ainsi que des lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière, à mettre en œuvre des mesures de protection adaptées des résidents.

ARTICLE 2 : Chaque utilisateur de produits phytopharmaceutiques dispose d'un exemplaire, le cas échéant dématérialisé, de la charte d'engagements qu'il met en œuvre lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques.

ARTICLE 3 : Cette charte et la présente décision seront publiées au recueil des actes administratifs ainsi que sur le site internet de la préfecture.

ARTICLE 4 : le Préfet de la Marne, la Directrice départementale des territoires, la chambre d'agriculture de la Marne, la FDSEA de la Marne, le Syndicat général des vignerons, le Comité interprofessionnel du vin de Champagne, les Jeunes Agriculteurs de la Marne et chaque utilisateur de produits phytopharmaceutiques sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Châlons-en-Champagne, le

25 JUI 2022

Le Préfet



Henri PREVOST

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.



CHARTRE D'ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DE LA MARNE DES UTILISATEURS AGRICOLES DE PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES

□ Objectifs de la charte d'engagements

Dans un souci du « bien vivre ensemble », la présente charte vise à favoriser le dialogue entre les habitants, les travailleurs, les élus locaux et les agriculteurs et à répondre aux enjeux de santé publique liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en agriculture, particulièrement à proximité des zones d'habitation, des zones accueillant des groupes de personnes vulnérables et des lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière.

Son objectif est aussi de formaliser les engagements des agriculteurs et des viticulteurs du département de la Marne à respecter des mesures de protection des personnes habitant ou travaillant régulièrement à proximité lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en agriculture, en réponse au nouveau contexte légal et réglementaire et dans ce cadre uniquement, en se limitant aux mesures prévues par le Code Rural et de la Pêche Maritime.

La charte précise notamment les distances de sécurité et les mesures apportant des garanties équivalentes en matière d'exposition des habitants, des groupes de personnes vulnérables et des travailleurs présents de façon régulière. Elle définit également des modalités d'information préalable à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques.

Elle constitue une condition nécessaire pour permettre une adaptation des distances de sécurité.

□ Contexte légal et réglementaire de la charte d'engagements

Démarche volontaire initialement, la charte d'engagements est réglementaire depuis 2020.

Pour réduire l'exposition aux produits phytopharmaceutiques et favoriser la coexistence des activités sur les territoires ruraux, les parlementaires ont voté une disposition subordonnant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à des mesures de protection des personnes habitant à proximité des zones susceptibles d'être traitées, formalisées dans une charte d'engagements à l'échelle départementale (article 83 de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous dite «loi EGALIM », modifiant l'article L. 253-8-III du code rural et de la pêche maritime (CRPM)).

Le contenu du dispositif est précisé par le décret n°2019-1500 du 27 décembre 2019, récemment modifié par le décret n°2022-62 du 25 janvier 2022, ainsi que par l'arrêté du 4 mai 2017, modifié par les arrêtés 27 décembre 2019 et du 25 janvier 2022.

□ Champ d'application de la charte d'engagements

La présente charte d'engagements concerne les utilisations de produits phytopharmaceutiques, hors produits de biocontrôle et produits composés uniquement de substances de base ou de substances à faible risque, à proximité des zones d'habitation, des zones accueillant des groupes de personnes vulnérables et des lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière.

En vertu des dispositions du code rural et de la pêche maritime, le choix a été fait d'appliquer la charte d'engagements à la totalité de l'activité agricole et viticole du département de la Marne.

Règles générales d'utilisation des produits phytopharmaceutiques

Les mesures spécifiques de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité de zones d'habitation, des zones accueillant des groupes de personnes vulnérables et des lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière viennent compléter le socle réglementaire français pour l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en agriculture, dont l'objectif est déjà de répondre aux enjeux majeurs de santé publique et de préservation de l'environnement. Ainsi, les agriculteurs, d'une manière générale :

- Ont un Certiphyto valide attestant d'une connaissance de base sur les risques liés aux produits phytopharmaceutiques en termes de santé et d'environnement et s'assurent que l'ensemble des utilisateurs et des applicateurs de produits sur l'exploitation le détiennent également ;
- Reçoivent deux conseils stratégiques phytosanitaires tous les 5 ans afin d'identifier les leviers pertinents à mettre en œuvre sur leurs exploitations, pour diminuer l'usage et les impacts des produits phytosanitaires. Des dérogations (un seul conseil exigé) existent pour les exploitations à petite surface agricole (surfaces fixées par le décret du 16 octobre 2020) et des exemptions à l'obligation de ce conseil sont prévues pour les exploitations n'utilisant que des produits phytopharmaceutiques de biocontrôle listés, des produits composés uniquement de substance de base ou des produits à faible risque, ainsi que pour les exploitations certifiées pour leur surface en AB ou HVE de niveau 3.
- Utilisent uniquement des produits phytopharmaceutiques qui ont une autorisation de mise sur le marché ;

- Respectent les conditions d'utilisation de ces produits, notamment les zones non traitées figurant dans la décision d'autorisation de mise sur le marché d'un produit commercial ou prévues par l'arrêté du 4 mai 2017 pour leur utilisation au voisinage des points d'eau (a minima 5 m) ;
- Prennent en compte les données météorologiques locales avant toute décision d'intervention, notamment la force du vent et l'intensité des précipitations qui font l'objet d'une réglementation particulière ;
- Font contrôler les pulvérisateurs de l'exploitation au minimum tous les 3 ans (5 ans dans le cas d'un pulvérisateur neuf).

Mesures spécifiques de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité de zones d'habitation, des zones accueillant des groupes de personnes vulnérables et des lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière

Afin de renforcer la protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation, des zones accueillant des groupes de personnes vulnérables et des lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière, quatre mesures de protection complémentaires sont mises en œuvre via la charte d'engagements :

1) Les modalités d'information générale sur les traitements phytopharmaceutiques

Afin d'informer et de favoriser le dialogue et la coexistence des activités dans les territoires ruraux, les finalités des traitements, les principales périodes de traitements et les catégories de produits phytopharmaceutiques utilisés pour protéger les principales productions du département de la Marne sont décrites sur le site internet de la Chambre Départementale d'Agriculture et actualisés annuellement si nécessaire.

2) Les distances de sécurité et les mesures apportant des garanties équivalentes à respecter

Les distances de sécurité et les mesures apportant des garanties équivalentes à respecter pour les traitements des parties aériennes des plantes sont celles prévues par l'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) du produit phytopharmaceutique ou, par défaut, celles fixées par l'arrêté du 4 mai 2017 modifié.

Ces distances et mesures équivalentes s'appliquent aux zones d'habitation, aux lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière et aux zones accueillant des groupes de personnes vulnérables, tels que définis ci-après.

Les zones d'habitations sont des bâtiments occupés ainsi que les parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments. Ils comprennent notamment les locaux affectés à l'habitation, les logements d'étudiants, les résidences universitaires, les chambres d'hôtes, les gîtes ruraux, les meublés de tourisme, les centres de vacances, dès lors qu'ils sont régulièrement occupés ou fréquentés.

En cas de caractère irrégulier ou discontinu de l'occupation d'un bâtiment habité, les traitements peuvent être effectués en limite de propriété, dès lors que le bâtiment n'est pas occupé le jour du traitement et dans les 2 jours suivants le traitement.

Les distances de sécurité s'établissent, dans les cas les plus courants d'une maison individuelle construite sur un terrain de quelques centaines de m², à la limite de la propriété. S'il s'agit d'une très grande propriété, seule la zone d'agrément régulièrement fréquentée est à protéger par des distances de sécurité. Les distances de sécurité sont alors incluses dans la partie de la grande propriété non régulièrement fréquentée.

Les lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière sont des lieux comprenant des bâtiments régulièrement occupés ou fréquentés par des travailleurs.

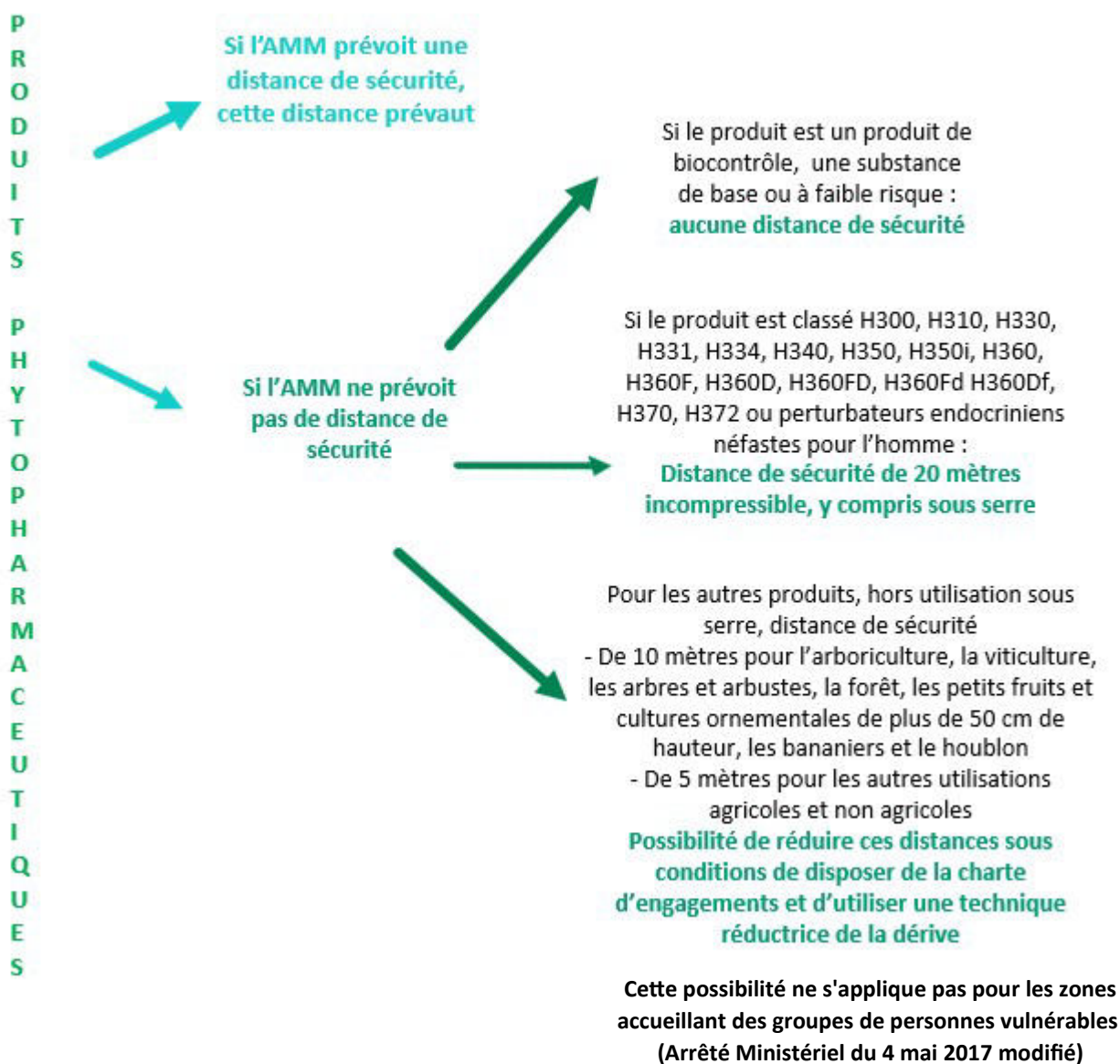
En cas de caractère irrégulier ou discontinu de l'occupation d'un bâtiment accueillant des travailleurs, les traitements peuvent être effectués en limite de propriété, dès lors que le bâtiment n'est pas occupé le jour du traitement et dans les 2 jours suivants le traitement. Par exemple, un pressoir accueillant des travailleurs seulement 10 jours par an pendant les vendanges.

S'il s'agit d'un lieu très étendu, seule la zone non bâtie régulièrement fréquentée est à protéger par des distances de sécurité. Les distances de sécurité sont alors incluses dans la partie de la grande propriété non régulièrement fréquentée.

Les zones accueillant les groupes de personnes vulnérables sont :

- ✓ les lieux fréquentés par des enfants (crèche, établissements scolaires, centre de loisirs, aires de jeux, espaces verts ouverts au public ...)
- ✓ les hôpitaux et établissements de santé (centres hospitaliers et hôpitaux, établissements de santé privés, maisons de santé, maisons de réadaptation fonctionnelle, établissements qui accueillent des personnes atteintes de pathologie grave);
- ✓ les maisons de retraite, EPHAD ;
- ✓ les établissements accueillant des adultes handicapés.

Les distances de sécurité à respecter et les mesures apportant des garanties équivalentes peuvent être schématisées comme décrit dans les graphiques ci-dessous :



MOYENS PERMETTANT D'ADAPTER LES DISTANCES DE SECURITE
conformément à l'article 14-2 dans le cadre de chartes d'engagements approuvées par le Préfet
Techniques réductrices de dérive (TRD)

Culture	Niveau de réduction de la dérive	Distance de sécurité minimale
Arboriculture	66 % ou +	5 m
Viticulture et autres cultures hautes	66 % - 75 %	5 m
	90 % ou +	3 m
Cultures basses	66 % ou +	3 m

Les listes actualisées des matériels antidérive, des produits sans distance de sécurité et des produits avec une distance de sécurité incompressible de 20 m sont accessibles sur des sites publiques et sur le site du ministère de l'agriculture (<https://agriculture.gouv.fr/distances-de-securite-pour-les-traitements-phytopharmaceutiques-proximite-des-habitations>)

Liste actualisée des matériels antidérive : <https://agriculture.gouv.fr/materiels-permettant-la-limitation-de-la-derive-de-pulverisation-des-produits-phytopharmaceutiques>

Liste des produits exemptés des distances de sécurité de l'arrêté du 27 décembre 2019 :

- Produits figurant sur la liste des produits phytopharmaceutiques de biocontrôle établie par le ministre chargé de l'Agriculture et publiée au BO agri : <https://agriculture.gouv.fr/quest-ce-que-le-biocontrole>

Par produit de biocontrôle, sont considérés les produits présents dans l'article L-253-6 : https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000042911985/

- Produits utilisables en Agriculture Biologique : <https://www.inao.gouv.fr/Les-signes-officiels-de-la-qualite-et-de-l-origine-SIQO/Agriculture-Biologique>
- Produits composés d'une substance de base. Ce ne sont pas des produits phytopharmaceutiques nécessitant une AMM, et il n'existe pas de liste exhaustive de ces produits. Cependant, les substances de base approuvées ainsi que leurs utilisations possibles sont répertoriées à l'adresse suivante : <http://substances.itab.asso.fr/fiches-substances-de-base>

Liste des produits avec une distance de sécurité incompressible de 20 m : <https://agriculture.gouv.fr/distances-de-securite-pour-les-traitements-phytopharmaceutiques-proximite-des-habitations>

Pour les cultures visées par des distances de sécurité de 10 m, en cas de réalisation de traitement herbicides avec des pulvérisateurs à rampe notamment, la distance de sécurité est de 5 m.

En cas de traitements nécessaires à la destruction et à la prévention de la propagation des organismes nuisibles réglementés au sens du I de l'article L. 251-3 du CRPM, les distances de sécurité peuvent ne pas s'appliquer, sous réserve de dispositions spécifiques précisées par l'arrêté de lutte ministériel ou préfectoral.

3) Les modalités de dialogue et de conciliation entre les utilisateurs et les habitants concernés

La charte départementale vise à favoriser la coexistence des activités dans les territoires ruraux dans un esprit de dialogue et de conciliation entre les agriculteurs, les habitants et les travailleurs présents de façon régulière à proximité de traitements.

C'est pourquoi, la charte d'engagements du département de la Marne instaure un comité de suivi à l'échelle du département. Les organisations syndicales représentatives opérant à l'échelle du département ou la chambre départementale d'agriculture qui élaborent la charte désignent les membres du comité de suivi. Ces membres sont choisis notamment parmi des représentants des organisations syndicales représentatives opérant à l'échelle du département et de la chambre départementale d'agriculture qui élaborent la charte, des collectivités locales, du Préfet et des personnes habitant ou travaillant régulièrement à proximité des zones susceptibles d'être traitées par des produits phytopharmaceutiques.

Le comité de suivi sera composé de la Chambre d'Agriculture, de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de la Marne (FDSEA 51), du Syndicat Général des Vignerons (SGV), du Comité Champagne (CIVC) et des Jeunes Agriculteurs de la Marne (JA 51).

Le comité de suivi se réunit au moins une fois par an pour faire le point sur la mise en œuvre de la charte. Les comptes-rendus des réunions sont communiqués sur le site internet de la Chambre d'Agriculture de la Marne, permettant d'informer sur l'état du dialogue et de la conciliation dans le département.

Ce comité ou des membres désignés de ce comité peuvent également être réunis en cas de difficulté ou conflit constaté sur une commune concernée par la mise en œuvre de la charte d'engagements. En cas de besoin, ils réuniront les parties concernées et les entendront afin de dresser un constat objectif de la situation et de proposer un règlement du conflit, dans l'objectif de la coexistence des activités dans les territoires.

4) Les modalités d'information préalable des résidents et des personnes présentes

Pour permettre l'information préalable des résidents et des personnes présentes, un dispositif collectif couplé à un dispositif individuel est mis en place.

Le dispositif collectif peut reposer par exemple sur un bulletin mis en ligne sur le site de la Chambre d'Agriculture (<https://marne.chambre-agriculture.fr>) s'appuyant sur les bulletins de santé des végétaux s'ils existent et actualisé à plusieurs reprises pendant la campagne culturale.

De plus, un calendrier des principales périodes de traitements et des catégories de produits phytopharmaceutiques utilisés pour protéger les principales productions du département de la Marne sont décrites sur le site internet de la Chambre Départementale d'Agriculture.

Le dispositif individuel repose sur chaque agriculteur, avant toute réalisation d'un traitement phytopharmaceutiques, hors produits de biocontrôle et hors produits composés uniquement de substances de base ou de substances à faible risque à proximité des zones attenantes aux bâtiments habités, des zones accueillant des groupes de personnes vulnérables et aux parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments, des lieux accueillant des travailleurs de façon régulière.

Pour ce faire, l'agriculteur peut utiliser différents dispositifs, qu'ils soient de type visuel ou numérique pour prévenir les résidents et les personnes présentes de la réalisation d'un traitement. Par exemple, il allume le gyrophare de son équipement de pulvérisation, de son entrée au champ et jusqu'à la fin de l'opération de pulvérisation.

Modalités d'élaboration et de diffusion de la charte d'engagements

1) Modalités d'élaboration

La première version de la charte d'engagements du département de la Marne a été élaborée initialement par le groupe de travail composé de la Chambre d'Agriculture, de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de la Marne (FDSEA 51), du Syndicat Général des Vignerons (SGV), du Comité Champagne (CIVC) et des Jeunes Agriculteurs de la Marne (JA 51).

Cette élaboration initiale a donné lieu à des réunions du groupe de travail de février 2019 à mars 2020. L'objet même de ces réunions a été de bien positionner l'élaboration de la charte dans le contexte agricole spécifique du département et de son type d'urbanisation.

En effet, le département se caractérise par une surface agricole utile (SAU) représentant 68 % de l'occupation du sol. Des rencontres bilatérales ont également été organisées avec la Direction Départementale des Territoires (DDT 51), le Conseil Départemental, l'association Familles Rurales et l'Association des Maires de la Marne entre juin et septembre 2019.

Une première version de charte d'engagement a été signée en Novembre 2019. La seconde charte validée par le Préfet en Juin 2020, a été mise en concertation sur le site internet de la Chambre départementale d'Agriculture, du lundi 18 mai au jeudi 18 juin 2020, avec annonce de la concertation dans le journal l'Union le vendredi 15 mai 2020, afin d'inciter les habitants du département vivant à proximité de parcelles agricoles et viticoles où des produits phytopharmaceutiques sont utilisés à donner leurs avis.

La charte d'engagements amendée a été élaborée par la Chambre d'agriculture, en lien avec la FDSEA, les JA, le SGV et le Comité Champagne. Elle a fait l'objet d'une concertation avec la Confédération Paysanne et la Coordination Rurale.

Le projet de charte amendé a été soumis au Préfet de département le 23 juin 2022 afin qu'il se prononce sur le caractère adapté des mesures de protection proposées et sur la conformité aux regards des exigences mentionnées à l'article D.253-46-1-2 du code rural.

Dès lors que le Préfet constate que les mesures de la charte sont adaptées aux circonstances propres à la charte et conformes, il met en consultation du public conformément à l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement en vue de son adoption.

2) Modalités de diffusion

La diffusion de la charte d'engagements tant vers les utilisateurs professionnels que les habitants et les travailleurs présents à proximité de zones de traitement intervient à différents moments et s'appuie sur différents supports, dans l'objectif de favoriser le « bien vivre ensemble » dans les territoires.

- La charte d'engagements approuvée par arrêté préfectoral est publiée au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture à l'adresse suivante <https://www.marne.gouv.fr/> ;
- Elle est également disponible sur le site internet de la chambre départementale d'agriculture qui a participé à son élaboration ;
- Les utilisateurs professionnels que sont les agriculteurs sont informés de son approbation par des articles dans la presse agricole départementale. Le nouveau cadre d'utilisation des produits phytopharmaceutiques est également présenté lors de réunions d'information organisées par la chambre d'agriculture, la FDSEA, les JA, le SGV et le Comité Champagne.
- La charte d'engagements approuvée est transmise par ses initiateurs par courrier à l'ensemble des mairies du département, avec proposition de l'afficher en mairie afin d'informer l'ensemble des habitants de son existence et de favoriser le dialogue dans les territoires.

Modalités de révision de la charte d'engagements

Toute modification de la présente charte d'engagements est conduite conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime, hors mise à jour de la réglementation applicable.

Services déconcentrés

**Direction des services
départementaux de l'Éducation
Nationale de la Marne**



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des services départementaux
de l'Éducation nationale de la Marne**

ARRETE PREFECTORAL

**Portant attribution de la médaille de la jeunesse
des sports et de la vie associative
Échelon bronze**

**LE PREFET DE LA MARNE
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 modifié relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 5 octobre 1987 et notamment son article premier accordant aux préfets le pouvoir de décerner, à compter du 1er janvier 1988, la médaille de bronze de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret 2013-1191 du 18 décembre 2013, modifiant le décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 modifié relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret DRAJES/SDJES n°2020-1542 du 09 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre ;

Vu le protocole départemental relatif à l'articulation entre le Préfet de la Marne et le Recteur de région académique Grand Est pour la mise en œuvre, dans le département de la Marne, des missions de l'Etat dans les champs de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire, de l'engagement civique et de la vie associative ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juin 2021 modifiant la composition de la commission départementale d'attribution de la médaille de bronze de la jeunesse, des sports et de la vie associative ;

Vu l'avis de la commission départementale d'attribution de la médaille de bronze de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif du 12 juillet 2022, au titre de la promotion du 14 juillet 2022 ;

Sur proposition du directeur académique adjoint des services de l'Éducation nationale de la Marne.

ARRETE

Article 1^{er} : La médaille de bronze de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif est décernée, au titre de la promotion du 14 juillet 2022, aux personnes dont les noms suivent :

Monsieur CASAGRANDE Eric, né le 20/02/1993,

Monsieur ETIENNE Fabrice, né le 13/05/1973,

Madame HEINEN Céline, née le 20/05/1985,

Monsieur LABASSE Robert, né le 22/11/1954,
Madame LECOMTE Bernadette (WODNICKI), née le 16/04/1953,
Madame LEGAND Sophie, née le 25/02/1966,
Monsieur MAUCLERT Robin, né le 16/12/1973,
Madame ROCCASALVA Christine (BISCHOFFE), née le 18/05/1973,
Monsieur ROTH Benoît, né le 19/11/1972,
Monsieur TENET Damien, né le 25/03/1978,
Monsieur WIESER Christian, né le 05/06/1947.

Article 2 : Le secrétaire Général de la préfecture et le directeur académique des services de l'éducation nationale de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 13/07/2022

Le Préfet de la Marne



Henri PREVOST

Divers

Divers

**Direction Départementale des Finances
Publiques de la Marne**



PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des Finances Publiques
de la Somme

Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Par délégation, la directrice départementale des finances publiques de la Somme,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 décembre 2006 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de biens privés, modifié par l'arrêté interministériel du 21 décembre 2007 ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Marne en date du 4 avril 2022 accordant délégation de signature à Mme Nathalie BIQUARD, administratrice générale des finances publiques, directrice départementale des finances publiques de la Somme, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, à la curatelle des successions vacantes, à la gestion et à la liquidation des successions en déshérence dans le département de la Marne,

ARRÊTE

Art. 1. - La délégation de signature qui est conférée à Mme Nathalie BIQUARD, directrice départementale des finances publiques de la Somme par l'article 1^{er} de l'arrêté du 4 avril 2022, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, à la curatelle des successions vacantes, à la gestion et à la liquidation des successions en déshérence dans le département de la Marne, sera exercée par M. Pascal FLAMME, administrateur des finances publiques, directeur du pôle État et ressources, et par Mme Emilie CHATRIE, inspectrice principale des finances publiques, responsable de la division du domaine.

Art. 2. - Délégation de signature est accordée de manière permanente à Mme Emilie WILLAEY, inspectrice des finances publiques, pour l'ensemble des actes se rapportant aux domaines énumérés à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2022 susvisé.

Art. 3. - Délégation de signature est accordée de manière permanente aux fonctionnaires de catégorie B et C suivants, pour l'ensemble des actes se rapportant aux domaines énumérés à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2022 susvisé, à l'exception de la signature des comptes de gestion et des requêtes adressées aux tribunaux :

- Mme Marie-Christine CAILLEUX, contrôleur principale des finances publiques ;
- M. Renaud DE SAINT RIQUIER, contrôleur des finances publiques ;
- M. Louis DESCAMPS, contrôleur des finances publiques ;
- M. José DUPONT, contrôleur des finances publiques ;
- M. Nicolas DUQUESNE, contrôleur des finances publiques ;
- M. Benoit LEPRETRE, contrôleur des finances publiques ;
- Mme Magali SADAI, agente d'administration principal des finances publiques.

Art. 4. - Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté précédent et s'applique à compter du 18 juillet 2022.

Art.-5. - Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des Finances Publiques de la Somme.

Fait à Amiens, le 18 juillet 2022

Pour le Préfet,

La directrice départementale des finances publiques,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'NB: Biquard', with a horizontal line underneath.

Nathalie BIQUARD